

Développement du champ de Hassi Bir Rekaiz dans le bassin de Berkine  
Un contrat de plus d'un milliard de dollars a été signé

P 16



Entretien avec Mahrez Bouich, enseignant-chercheur en philosophie à l'université de Béjaïa :

**L'Algérie, terre de paix, de coexistence et de dialogue »**

PP 4-5

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 6 mai 2026 / N° 1336 / PRIX 20 DA

## 3<sup>e</sup> Conférence internationale de la Cour constitutionnelle **BÂTIR UN ÉTAT DE DROIT, UN ENGAGEMENT RÉAFFIRMÉ PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE**

*L'Algérie réaffirme son attachement à l'État de droit, en plaçant la Constitution au cœur de son édifice institutionnel et en consolidant les mécanismes de protection des droits et des libertés.*

P 3



**Algérie-UE**

## **ARKAB ET SUICA CREUSENT LES SILLONS DE LA COOPÉRATION**

P 2



Réuni sous la présidence du Premier ministre  
**LE GOUVERNEMENT PLANCHE SUR LE PROJET DE RÉFÉRENTIEL NATIONAL DE L'ADRESSAGE**

P 2

Le FMI le souligne dans ses dernières projections  
Son PIB s'élève à plus de 317 milliards de dollars, l'Algérie, première économie du Maghreb

Dans ses dernières projections, le Fonds monétaire international (FMI) dresse un constat chiffré favorable pour l'Algérie, estimant que son économie poursuit une trajectoire de consolidation. Le pays franchirait ainsi le seuil des 317 milliards de dollars de PIB en 2026. **P 16**



RÉUNI HIER SOUS LA PRÉSIDENTE DU PREMIER MINISTRE

# Le gouvernement planche sur le projet de Référentiel national de l'adressage

Le Premier ministre a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif relatif au secteur des Travaux publics et à des communications intéressant les secteurs de la numérisation, de la Santé et de la Sécurité sociale.

C'est ce qu'on apprend d'un communiqué des services du Premier ministre, qui précise que l'Exécutif national a continué l'examen du projet de décret exécutif fixant les modalités et conditions d'homologation des produits de construction, d'entretien et d'exploitation des infrastructures routières, autoroutières, aéroportuaires, maritimes et ferroviaires. A ce chapitre, il serait utile de rappeler que ce projet de texte fixe les normes techniques des produits utilisés dans le cadre de la réalisation des travaux publics et met en place un référentiel dans le but de garantir la qualité et la sécurité des infrastructures de base. La réunion s'est ensuite focalisée sur un autre projet,

qui s'inscrit dans le cadre des directives du Président de la République et des efforts de l'Etat pour moderniser les services publics et consolider la transformation numérique, à savoir le projet national de référence d'adressage et ses impacts socio-économiques à l'horizon 2030 et pour lequel une importante communication a fait le tour de table. Ses promoteurs n'ont pas manqué de souligner qu'il constituait, également un outil stratégique pour réorganiser les espaces urbains, améliorer la qualité des services publics et favoriser la transition vers une gouvernance intelligente et fondée sur les données. Par ailleurs, et dans le cadre du suivi de la situation sanitaire globale, le Gouvernement a entendu une communication sur la situation épidémiologique des maladies transmissibles à déclaration obligatoire au niveau national et international, ainsi que sur les mesures engagées en vue de renforcer les dispositifs de prévention et de riposte.

L'occasion de relever que les maladies transmissibles continuaient de constituer un défi majeur pour le système national de santé ; d'où l'appel pressant au renforcement des capacités de détection précoce et de digitalisation des systèmes de remontée de l'information, ainsi qu'à une coordination intersectorielle accrue et à une meilleure résilience face aux risques épidémiques. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication relative au finan-



ancement du système national de sécurité sociale, en examinant, notamment, la situation financière des caisses de sécurité sociale et de retraite, à la lumière de l'évolution des données démographiques et du rythme de

progression des dépenses. A cet effet, il a été relevé la nécessité d'établir un plan d'action global à même de garantir l'efficacité du système de protection sociale, sa pérennité et son impact sur l'inclusion sociale. **N. B.**

## Algérie-Égypte : nouvelle impulsion pour la coopération énergétique

PAR MAHREZ Z

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, M Mohamed Arkab a accueilli hier, une délégation égyptienne de haut niveau conduite par le ministre du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Ibrahim Ali Badawi, qui effectue une visite de travail en Algérie. La délégation égyptienne comprend notamment des responsables de l'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) et du groupe Petrojet, entreprise publique égyptienne d'ingénierie et de construction spécialisée dans les projets pétroliers et gaziers, ainsi que des représentants du ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales.

« Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement et de la dynamisation des cadres de coopération bilatérale, notamment dans le secteur des hydrocarbures, et vise à explorer les possibilités de développement des partenariats entre le groupe Sonatrach et les entreprises égyptiennes, ainsi qu'à identifier de nouvelles opportunités de coopération et d'investissement, en particulier dans l'industrie pétrolière et gazière. Elle sera également l'occasion de signer plusieurs accords bilatéraux, qui consolideront le partenariat et ouvriront de nouvelles perspectives de coopération dans des domaines d'intérêt commun. » Indique un communiqué du ministère des hydrocarbures.

Les échanges économiques entre l'Algérie et l'Égypte se concrétisent notamment à travers des accords récents couvrant le pétrole, le gaz et les activités industrielles associées. La coopération énergétique entre l'Algérie et l'Égypte s'est traduite ces dernières années par des avancées notables dans les domaines de l'ingénierie et de la production. En 2025, des entreprises égyptiennes ont participé à des projets de développement de champs pétroliers en Algérie, incluant la réalisation d'unités de traitement et d'infrastructures de transport d'hydrocarbures. Des discussions ont également été engagées autour de projets industriels intégrés liés au traitement et à

la valorisation des hydrocarbures. En 2024, Sonatrach et Petrojet ont conclu un protocole d'accord portant sur l'étude de la création d'une société mixte en Algérie dédiée à la fabrication d'équipements pétroliers, aux services d'ingénierie, ainsi qu'au transfert de technologie et à la formation dans le secteur des hydrocarbures. L'accord cadre intervenait dans le prolongement du Protocole d'Entente conclu entre le ministère de l'énergie et des mines et le ministère du pétrole et des ressources minérales Égyptien, en date du 25 octobre 2022, au Caire, dans les domaines du pétrole, du gaz et des mines. Le Protocole d'Entente devait permettre aux deux partenaires d'enca-

drer les travaux préparatoires concernant l'opportunité et la faisabilité de la création d'une société mixte, spécialisée dans la conception et la fabrication, en Algérie, des équipements statiques sous pression, certifiés ASME (American Society of Mechanical Engineers), ainsi que les prestations de services liées. La coopération s'étend également au gaz naturel, avec des opérations portant sur l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) algérien vers l'Égypte. Plus globalement un forum d'affaires algéro-égyptien a été tenu au Caire entre les 23 et 26 novembre, 2025 en marge de la 9e session de la Grande Commission mixte de coopération des deux pays. ■

## Algérie-UE : Arkab et Suica creusent les sillons de la coopération

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a échangé, hier à Alger, avec la commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Suica, autour de l'état des relations entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), ainsi que les voies de leur renforcement dans le cadre du dialogue stratégique entre les deux parties, indique un communiqué du ministère.

**Les hydrocarbures: un pilier essentiel du partenariat entre l'Algérie et l'UE**  
Arkab et la responsable européenne, qui effectue une visite de travail en Algérie, ont abordé la coopération dans le domaine des hydrocarbures, à travers l'échange d'expertises et l'organisation de réunions techniques régulières entre experts, contribuant à une meilleure compréhension des questions d'intérêt commun, précise la même source. À cette occasion, il a souligné que la coopération dans le secteur des hydrocarbures constitue un pilier essentiel du partenariat entre l'Algérie et l'UE, en raison de son rôle central dans le soutien à la stabilité économique et la garantie de la sécurité

des approvisionnements énergétiques. Il a relevé que ce partenariat nécessite la poursuite de la mobilisation des investissements, notamment dans les domaines de l'exploration et de la production, ainsi que du développement des infrastructures de l'industrie pétrolière et gazière, telles que le raffinage et la pétrochimie. Arkab a exposé les réformes structurelles engagées par l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures, dont le nouveau cadre juridique, offrant un environnement d'investissement plus attractif et flexible, de nature à renforcer les opportunités de partenariat avec les acteurs internationaux.

**L'Algérie, fournisseur énergétique fiable de l'Europe**  
Le ministre d'Etat a également mis en avant la place de l'Algérie en tant que fournisseur fiable d'énergie, notamment en gaz naturel, outre son engagement à honorer ses obligations envers ses partenaires. La rencontre a également permis d'évoquer les progrès réalisés dans la coopération énergétique entre les deux parties, notamment dans le domaine de l'approvisionnement de l'Europe en gaz

naturel et du développement des champs et gisements visant à accroître les capacités de production. Les discussions ont, en outre, porté sur les perspectives d'élargissement de cette coopération à des domaines liés aux technologies modernes, notamment celles dédiées à la réduction des émissions de carbone, mais aussi le développement de projets de captage et de stockage du carbone, et le renforcement des efforts conjoints en matière de protection de l'environnement et de transition énergétique. Dans ce cadre, Arkab a invité les entreprises européennes à renforcer leur présence sur le marché algérien, à travers

l'investissement dans le secteur des hydrocarbures, soulignant que l'Algérie a mis en place un climat d'investissement attractif.

**Un nouveau Pacte pour la Méditerranée au service de la coopération**  
La rencontre a été l'occasion pour la commissaire européenne de présenter les grandes lignes du nouveau «Pacte pour la Méditerranée», lancé par la Commission européenne en octobre 2025, et qui vise à renouveler le partenariat euro-méditerranéen à travers une approche reposant sur le soutien à la stabilité, au développement économique et au renforcement de la coopération dans les

domaines de l'énergie et de la transition énergétique. La responsable européenne a salué le niveau du dialogue stratégique existant entre l'Algérie et l'UE dans le domaine de l'énergie et de la qualité des relations bilatérales, soulignant l'intérêt croissant des entreprises européennes pour le marché algérien. Après avoir mis en valeur le rôle important de l'Algérie en tant que partenaire fiable dans le renforcement de la sécurité énergétique européenne, Suica a réaffirmé la volonté de l'UE d'élargir les perspectives de coopération avec l'Algérie, notamment dans les domaines d'intérêt commun, au mieux des intérêts des deux parties.

### DUBRAVKA SUICA REÇUE PAR ATTAF

Le Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu hier au siège du ministère, la Commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Suica, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. Le communiqué précise que cette rencontre a permis de procéder à une «évaluation globale des différentes dimensions du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne, et d'examiner les moyens d'insuffler davantage d'élan, de dynamisme et d'équilibre à celui-ci». Cette démarche s'inscrit en droite ligne avec les objectifs du «Pacte pour la Méditerranée» lancé en novembre 2025, notamment dans les domaines de l'investissement et le commerce, l'énergie et l'économie verte, l'enseignement supérieur et la mobilité des personnes. Les deux parties ont également passé en revue les «défis actuels liés au développement et à la sécurité dans le bassin méditerranéen» et ont souligné «l'importance de renforcer la coordination conjointe afin d'y apporter une réponse efficace et durable».

	<p>Quotidien national d'information édité par la</p> <p><b>SARL ADRA COM</b></p> <p>Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zoulouache, Kouba, Alger</p> <p>Redaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz</p>	<p>GÉRANT :</p> <p><b>NOURDINE BRAHMI</b></p> <p>DIRECTEUR HONORAIRE :</p> <p><b>ZAHIR MEHDAOUI</b></p> <p>DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :</p> <p><b>RABAH YUCEF RABAH</b></p>	<p>«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :</p> <p>L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité»</p> <p>Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger</p> <p>Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77</p> <p>Email : agence.regie@anep.com.dz Programation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz</p>	<p><b>Impression:</b></p> <p>Société d'Impression d'Alger (SIA)</p> <p><b>Diffusion:</b></p> <p>Media Distribution</p> <p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.</p>
				

# 3<sup>E</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

## Bâtir un État de droit, un engagement réaffirmé par le président Tebboune

L'Algérie réaffirme son attachement à l'État de droit, en plaçant la Constitution au cœur de son édifice institutionnel et en consolidant les mécanismes de protection des droits et des libertés.

PAR NASSIM TERKI

Dans une allocution adressée aux participants à la 3<sup>e</sup> Conférence internationale de la Cour constitutionnelle, et lue en son nom par la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé l'attachement du pays à l'État de droit, rappelant l'engagement pris devant le peuple algérien de bâtir un État de droit fondé sur la primauté absolue de la Constitution et de ses dispositions, faisant de la protection des droits et des libertés une doctrine profondément ancrée dans l'action de l'ensemble des institutions. Cette orientation vise à inscrire durablement la protection des droits fondamentaux dans le fonctionnement quotidien de l'État. Insistant sur le rôle central de la justice constitutionnelle, il a mis en avant les réformes engagées pour garantir la protection des droits et des libertés, tout en soulignant l'ouverture du pays aux expériences juridiques comparées et à la coopération internationale. Le président de la République a inscrit cet événement dans une dynamique institutionnelle désormais bien établie. Il a souligné que cette conférence annuelle traduit « le dynamisme du droit constitutionnel algérien, son ouverture aux expériences internationales et son attachement à renforcer les échanges scientifiques au service de la consolidation de l'édifice de la justice constitutionnelle ». Une manière de rappeler que l'Algérie entend inscrire ses réformes dans un dialogue juridique élargi, tout en consolidant ses propres fondements. Dans son discours, le président de la République est également revenu sur la portée historique de cet engagement, en le rattachant à la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Il y voit une matrice fondatrice, rappelant que ce texte demeure « la référence morale et politique pour l'édification de l'Algérie nouvelle et l'ancrage du véritable sens de la citoyenneté ». Sur le plan institutionnel, Abdelmadjid Tebboune a



mis en avant les évolutions introduites depuis la révision constitutionnelle de 2020. Il a affirmé que la Cour constitutionnelle est appelée à devenir « un pilier de la stabilité institutionnelle et le garant de la véritable pratique démocratique ». Cette évolution s'inscrit dans un processus de réformes qualifié de « courageux et réaliste », incluant des ajustements récents de la Loi fondamentale pour corriger certaines insuffisances révélées par la pratique. Le chef de l'État a insisté sur le caractère évolutif de la Constitution, décrite comme « un document vivant qui évolue avec la nation et qui ne saurait rester figé ». Cette approche pragmatique vise à adapter le cadre juridique aux attentes de la société, tout en préservant l'équilibre institutionnel. Autre point central : le rôle du contrôle de constitutionnalité. Le Président en a donné une lecture élargie, affirmant qu'il ne s'agit pas « d'un simple mécanisme technique, mais d'une garantie souveraine majeure visant, avant tout, à renforcer la confiance du citoyen dans les lois de sa République ». Dans cette perspective, l'introduction de l'exception d'inconstitutionnalité est pré-

sentée comme une avancée significative, permettant au citoyen de saisir directement la justice constitutionnelle. Une démarche qui, selon lui, renforce l'accès au droit et la sécurité juridique. Au-delà du cadre national, le discours s'est ouvert sur la dimension internationale. L'Algérie, a expliqué le Président, entend partager son expérience tout en s'inspirant des autres systèmes juridiques. Il a affirmé que « la protection et la promotion des droits et des libertés constituent des valeurs humaines communes, dépassant les frontières géographiques », appelant à une coopération renforcée face aux défis contemporains. Enfin, Abdelmadjid Tebboune a salué le rôle de la Cour constitutionnelle dans la consolidation de cette dynamique, exprimant son attente de recommandations concrètes issues des travaux de la conférence. En clôture, le Président a officiellement lancé les travaux de cette rencontre internationale, réaffirmant, à travers cette initiative, la volonté de l'Algérie de poursuivre la consolidation de son État de droit, en phase avec les exigences nationales et les standards internationaux. ■

## À L'ÉCOUTE DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS

# Le chef de l'État à cœur ouvert

PAR MAHDI B

C'est devenu une tradition : le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rencontré lundi les représentants des médias nationaux à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Une rencontre à forte portée symbolique, traduisant la volonté du chef de l'État d'ancrer des traditions durables dans le paysage médiatique national, fondées sur une concertation permanente et des rencontres périodiques entre les plus hautes instances de l'État et les représentants des médias, autour d'objectifs clairs : la défense des intérêts de la Nation, le développement tous azimuts. Ces constantes ont été réaffirmées par le président Tebboune lors de son échange avec les responsables d'établissements médiatiques nationaux. En écoutant les préoccupations des professionnels de l'information, le chef de l'État consolide une pratique propre aux États développés et démocratiques, fondée sur l'écoute des dynamiques sociales qui traduisent les attentes et les besoins des citoyens. La célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse en Algérie s'est voulue sobre et symbolique, mar-

quant une nouvelle approche commémorative, notamment à travers le souvenir des journalistes disparus ou tombés dans l'exercice de leur profession. Aujourd'hui, grâce à une ouverture médiatique notable, l'Algérie compte plus de 530 titres, tous supports et périodicités confondus, dont plus de 162 quotidiens, 60 hebdomadaires et 96 mensuels. Ce chiffre reste, paradoxalement, modeste au regard de l'envergure du pays, de son économie en expansion, de la richesse de son histoire, de sa diversité culturelle et du niveau de sa communauté universitaire. Ces dernières années ont vu l'émergence de nouveaux titres venus enrichir le paysage médiatique national, ce que les professionnels qualifient de « portefeuille de la presse ». Dans cette diversité éditoriale, chaque organe, selon ses moyens rédactionnels, son budget et ses ressources publicitaires, contribue à informer le lectorat sur la vie de la Nation sous toutes ses dimensions. Sport, politique, magazine, économie, histoire, société, sciences et techniques, grands reportages : la palette des contenus est large et ne correspond pas toujours aux moyens financiers des rédactions. Dès lors, il apparaît qu'il n'existe pas de grands ou de petits journaux, mais des médias dont la différence re-

pose souvent sur les ressources économiques et publicitaires. Historiquement, le 3 mai de chaque année est consacré, depuis 1993, à la Journée mondiale de la liberté de la presse. Cette date est le fruit d'un combat mené notamment par les journalistes africains, et s'inscrit dans le prolongement de la Déclaration de Windhoek (Namibie) sur le pluralisme et l'indépendance des médias. L'Assemblée générale des Nations unies a ensuite proclamé, en 1993, cette journée mondiale, sur recommandation de la Conférence générale de l'UNESCO en 1991. Cette journée constitue un rappel adressé aux gouvernements sur la nécessité de respecter leurs engagements en matière de liberté de la presse. Elle représente également un moment d'évaluation de la situation de la liberté des médias à travers le monde, de défense de leur indépendance, et d'hommage aux journalistes tombés dans l'exercice de leur mission. Initiée par des journalistes disposant de moyens limités mais portés par une forte conviction en faveur de la liberté de la presse, cette journée est devenue un événement planétaire. Inscrite en 2025 au registre de la Mémoire du monde de l'UNESCO, l'information est désormais reconnue comme un bien commun de l'humanité. ■

## Éditorial L'EXPRESS

### PRIMAUTÉ DE LA CONSTITUTION ET DE LA LOI

PAR BOUALEM B.

Dans son message adressé aux participants du troisième colloque international de la Cour constitutionnelle, le président Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé la place centrale qu'occupe désormais la justice constitutionnelle dans le projet de l'Algérie nouvelle. Bien plus qu'une simple réunion académique, cette rencontre annuelle constitue une véritable tradition institutionnelle, témoignant de la vitalité du système juridique et de son ouverture aux pratiques internationales. Le président de la République a rappelé que l'engagement pris devant le peuple de construire un véritable État de droit trouve son origine dans la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, référence morale et politique qui demeure intemporelle. La révision constitutionnelle de novembre 2020 a donné corps à cet engagement, en faisant de la Cour constitutionnelle un pilier de la stabilité des institutions et un garant de la pratique démocratique. Cette évolution n'est pas figée. Les modifications partielles récemment opérées, avec détermination et réalisme, montrent qu'il s'agit d'un processus en cours, capable de corriger ses insuffisances au contact de la réalité, sans jamais déroger à ses principes ni restreindre les libertés. Ce qui ressort du discours présidentiel, c'est l'approche même adoptée à l'égard du contrôle constitutionnel. Il ne s'agit plus d'un mécanisme technique réservé aux initiés, mais d'une garantie majeure de souveraineté destinée à renforcer la confiance du citoyen dans les lois de la République. L'introduction de l'exception d'inconstitutionnalité marque à cet égard un tournant décisif. Elle fait de chaque citoyen un acteur attentif à la légalité constitutionnelle, rapprochant ainsi la justice fondamentale de ceux à qui elle est destinée. Le président Tebboune a insisté sur l'exigence d'une Cour indépendante, efficace et respectée, capable de prévenir les dépassements et de préserver la primauté de la Constitution. Cette vision dépasse le cadre national. La protection des droits et libertés étant une valeur universelle, l'Algérie réaffirme sa volonté de renforcer la coopération internationale face aux défis d'un monde en mutation rapide. En remerciant la présidente Leïla Aslaoui et la Cour constitutionnelle pour leur travail visant à faire vivre ce rendez-vous d'excellence, le chef de l'État a exprimé l'espoir que les échanges aboutissent à des recommandations nouvelles et utiles. Celles-ci devront enrichir la doctrine constitutionnelle nationale tout en contribuant à la consolidation de l'État de droit. Ce colloque n'est donc pas seulement un moment de réflexion savante. Il est l'illustration concrète d'une volonté politique : celle de faire de la suprématie de la Constitution et de la protection effective des droits et libertés le socle indéfectible sur lequel repose l'édification d'une Algérie nouvelle, démocratique, sociale et victorieuse.

ENTRETIEN AVEC MAHREZ BOUICH, ENSEIGNANT-CHERCHEUR

# « L'Algérie, terre de paix, de

Docteur Mahrez Bouich est enseignant-chercheur en philosophie à l'université de Béjaïa et membre du comité de préparation et du comité scientifique de la première édition des Rencontres africaines méditerranéennes de la pensée - Algérie, organisées par le ministère de la Culture sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Cette première édition, consacrée à Saint Augustin, s'est déroulée les 28, 29 et 30 avril 2026 à Alger, au Centre international des conférences. Un événement qui se veut un rendez-vous majeur ; destiné à inscrire durablement l'Algérie dans les grandes dynamiques intellectuelles africaines et méditerranéennes. Il a réuni des philosophes, des spécialistes en philosophie, des universitaires, des délégations officielles, ainsi que des personnalités politiques, académiques et diplomatiques.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
IDIR MEHDAOUI

**L'Express :** *L'Algérie a organisé un grand événement sur la pensée, les rencontres africaines méditerranéennes de la pensée, dont la première édition est consacrée à Saint-Augustin, quelles sont les objectifs de ces rencontres ?*

**Mahrez Bouich :** Avant de répondre à votre question, je tiens à souligner que l'organisation de ces rencontres en Algérie par le ministère de la Culture et des arts constitue « un événement historique » très marquant dans l'histoire de la pensée et de la philosophie dans le pays, « un moment philosophique » qui ouvre de nouvelles perspectives de réflexion philosophique et de dialogue, en favorisant l'échange d'idées et l'enrichissement intellectuel autour des grandes questions et de l'héritage philosophique algérien. Une organisation qui intervient quelques jours après la célébration de la Journée nationale de la philosophie, qui a lieu le 26 avril de chaque année. En effet, il s'agit d'un « moment historico-philosophique » fort qui renoue avec la tradition intellectuelle sur cette terre de pensée. L'histoire millénaire de l'Algérie témoigne d'un riche héritage intellectuel, notamment avec l'ancienne Université de Madaure, considérée comme l'une des premières institutions du savoir en Afrique, voire dans le monde,

ainsi qu'un héritage médiéval, moderne et contemporain lié à la production de la pensée, de la philosophie et du savoir en général.

Une terre qui a vu émerger de nombreux philosophes, penseurs et écrivains qui ont profondément marqué l'histoire universelle, à l'image de Saint Augustin, figure majeure de la philosophie et de la théologie, ou encore d'Apulée de Madaure, célèbre pour son œuvre littéraire et philosophique, ou de Juba II, roi numide, est également un auteur prolifique : il a rédigé des ouvrages en grec portant sur l'histoire, la géographie, la botanique et même sur l'Arabie, ou de Sidi Boumediene ut un mystique soufi andalou et l'un des principaux fondateurs du soufisme maghrébin, ou d'Ibn Khaldoun, pionnier de la sociologie et de la pensée historique, qui a passé une partie de sa vie sur le territoire algérien, notamment à Béjaïa et à Tiaret, ou Ou de l'Émir Abdolkader, qui a développé une réflexion profondément marquée par le soufisme et l'humanisme, notamment à travers Le Livre des haltes, ainsi que ses écrits spirituels et ses correspondances, dont La Lettre aux Français, ses lettres de prison et divers textes sur la guerre, la paix et la tolérance, ou de Frantz Fanon, dont la réflexion a profondément influencé les études postcoloniales et les luttes pour la libération, ou Malek Bennabi, qui a analysé les conditions de la renaissance des sociétés musulmanes, ainsi que Mohammed Arkoun, figure très importante de la

pensée contemporaine en Algérie, connu pour ses travaux sur la critique de la raison islamique.

D'autres noms s'inscrivent dans cette riche tradition intellectuelle, tels que Mohand Tazroute, Korebaa Nabhani, Mustapha Lacheraf, Abdellah Cheriet, Rabia Mimoune, Bekhti Benaouda, Abderrahmane Boukaf, ainsi que d'autres qui ont contribué, chacun à leur manière, à nourrir la réflexion culturelle, philosophique et historique.

Ces figures illustrent la richesse d'une véritable « cité de philosophes et philosophies », où se sont croisées et développées des traditions intellectuelles diverses, faisant de l'Algérie un lieu historique incontournable de la pensée et du savoir.

Ces rencontres qu'abrite l'Algérie constituent une occasion précieuse pour construire un pont de la pensée entre l'Afrique et la Méditerranée, en favorisant le débat, le dialogue, le partage des savoirs et la confrontation des idées entre intellectuels, chercheurs et créateurs des deux rives. Des rencontres qui visent à renforcer les liens culturels et scientifiques, à encourager une réflexion commune sur les enjeux contemporains, et à mettre en valeur les héritages intellectuels partagés.

À travers cette dynamique, l'Algérie se positionne comme un carrefour de rencontre et d'échange, contribuant à faire émerger une pensée ouverte, ancrée dans la diversité mais tournée vers des valeurs universelles.



La première édition des Rencontres Africaines Méditerranéennes de la pensée, consacrée à Saint Augustin, s'inscrit dans une ambition intellectuelle et culturelle large visant à faire de cet événement un espace de dialogue et de réflexion partagé entre l'africain et méditerranéen.

D'abord, ces rencontres ont pour objectif de créer un cadre d'échanges interdisciplinaires autour de la pensée augustinienne, en explorant ses œuvres et leur influence sur des notions centrales comme l'altérité, particulièrement dans les contextes afro-méditerranéens. La figure de Saint Augustin, enracinée dans l'histoire de l'Afrique du Nord, offre un point de convergence symbolique et intellectuel pour repenser les liens entre ces espaces.

Ensuite, l'événement vise à renforcer le dialogue intellectuel et culturel entre les pays d'Afrique et du bassin méditerranéen, en favorisant la compréhension mutuelle et le respect des spécificités civilisationnelles. Il s'agit aussi de promouvoir le partage des savoirs et des expériences entre chercheurs, penseurs et intellectuels, autour de problématiques communes d'ordre philosophique, historique et culturel.

Par ailleurs, ces rencontres ambitionnent de stimuler la réflexion sur les défis contemporains partagés, via « des questions ontologiques et philosophiques », tout en consolidant la coopération académique et culturelle à travers la mise en réseau des institutions et des acteurs du savoir.

En effet, ces rencontres participent également à la diffusion des valeurs de paix, de coexistence et de dialogue, en encourageant une culture d'ouverture et d'échange. Comme elles consistent aussi à rapprocher la pensée du grand public, en rendant les débats philosophiques plus accessibles et en faisant de cet événement un espace de formation à l'esprit critique, au dialogue et à l'apprentissage.

Enfin, les Rencontres Africaines Méditerranéennes de la pensée se présentent comme une expérience concrète de philosophie comparée, visant à mieux comprendre les pensées et les cultures dans leur diversité, à reconnaître les différences, mais aussi à mettre en lumière les valeurs humaines universelles qui les rapprochent.

**Comment envisagez-vous que ces rencontres contribuent au renforcement des liens intellectuels et culturels entre l'Afrique et la région méditerranéenne ?**

Il est clair que ces rencontres ne peuvent être que bénéfiques, aussi bien pour l'Algérie que pour l'Afrique, la Méditerranée et, plus largement, pour la pensée universelle. En effet, elles offrent une opportunité concrète de renforcer les liens intellectuels et culturels entre l'Afrique et la région méditerranéenne, en créant un espace structuré de dialogue et de coopération. Elles permettent de réunir des chercheurs, penseurs et créateurs issus d'horizons différents afin de confronter leurs approches, croiser leurs expériences et construire une réflexion commune autour de problématiques partagées. C'est ce que nous avons remarqué lors de la première édition, tenue il y a deux jours.

A mon avis, il faut signaler, que dans un contexte mondial marqué par la domination de la raison instrumentale, la résurgence de certaines théories néocoloniales, des logiques expansionnistes, la multiplication des guerres, et la montée de pensées radicales portées par des courants extrémistes, ces rencontres prennent une importance particulière. Effectivement, ces rencontres constituent un cadre fondamental pour réhabiliter une réflexion philosophique et une pensée critique, ouvertes et profondément humaniste, capables de



EN PHILOSOPHIE À L'UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA :

# coexistence et de dialogue »

••• déconstruire les logiques d'exclusion, du mépris, de rejet, de fermeture et de dogmatisme.

L'histoire comme l'avenir de l'Afrique et de la Méditerranée ne peuvent se construire sans ce « pont » fondé sur la pensée, le débat et le dialogue philosophique et culturel. C'est à travers ces échanges que peuvent émerger des idéaux universels, fondés sur la reconnaissance de l'autre, le respect des différences et la valorisation du vivre-ensemble, et la réhabilitation de l'humain comme ; sujet, objet et finalité de la recherche.

Dans cette dynamique, l'Algérie, forte de son histoire, de son riche héritage intellectuel et de sa position géographique stratégique, peut jouer un rôle central en tant que carrefour de rencontres et de médiation culturelle. Personnellement, je suis très persuadé que l'Algérie est en mesure de porter une vision fondée sur le dialogue des civilisations et de contribuer activement à la construction d'un espace afro-méditerranéen de la pensée, à la fois solidaire, ouvert et tourné vers l'avenir.

## La première édition des rencontres est consacrée à Saint Augustin. Qu'en pensez-vous ?

Il est très important de signaler que toutes les sociétés, depuis la nuit du temps, ont été développées grâce à la pensée, à la réflexion, aux sciences et au savoir, mais aussi grâce à la philosophie, considérée comme la mère des sciences, car la philosophie a la capacité de poser des questions, de produire des réflexions, des pensées critiques, et de construire des paradigmes de pensée qui permettent de résoudre des problématiques et de remettre en cause les conditions qui favorisent la décadence, le sous-développement et l'ignorance. N'est-ce pas la philosophie qui redonne espoir à travers le questionnement ?

L'idée du ministre de la Culture et des Arts de consacrer la première édition au philosophe algérien Augustin est très intéressante, significative, symbolique, voire historique.

Cela pour deux raisons, à mon avis. La première est l'importance, voire la nécessité de réhabiliter nos philosophes et penseurs algériens qui ont contribué, tout au long de l'histoire millénaire du pays, à la production de la pensée, de la réflexion, du « sens », de la philosophie et de la culture sous toutes leurs formes. Sans aucun doute, ce sont « des acteurs essentiels » et « des faiseurs des connaissances » de l'histoire de l'Algérie, dont nous devons être fiers et auxquels il faut redonner toute leur place dans la « mémoire collective », dans « la mémoire nationale » et dans « l'histoire de la pensée algérienne ». Car il ne peut s'agir que d'un héritage substantiel renforçant l'État national algérien.

La deuxième raison est le rôle qu'a joué le philosophe algérien Augustin et ses œuvres philosophiques, ainsi que ses idées universelles, (sur le temps, sur l'amour, sur la question du bien et du mal, sur la question de la paix, sur la musique, sur le dialogue entre autres) dans l'histoire du

lien « historico-philosophique » et du sentiment « d'histoire philosophique culturelle partagée et commune » entre l'Algérie et l'autre rive de la Méditerranée, mais aussi l'Afrique et l'espace méditerranéen dans son ensemble. Incontestablement, l'apport du philosophe saint Augustin montre que le dialogue, le débat et les échanges entre les deux rives ne sont ni caducs, ni impossibles, ni conflictuels par nature. Au contraire, ils sont possibles dans le respect des spécificités de chaque rive et dans une ouverture à l'universalité.

## Quels sont les objectifs de la première édition des rencontres africaines méditerranéennes de la pensée ?

Je vous remercie pour votre question. Un grand travail a été réalisé par les membres du comité scientifique, pour la mise en place des assises philosophiques de la première édition, de son argumentaire et de ses axes, que je remercie beaucoup au passage. Parlons de la première édition des rencontres intitulée Augustine, Émanation Algérienne, Africaine, et Méditerranéenne. Elle a comporté cinq panels scientifiques. Le premier intitulé : « Augustin : l'homme, le philosophe, le spirituel ». Le deuxième panel intitulé : « La triple appartenance : algérienne, africaine et méditerranéenne d'Augustin ». Le troisième panel portait sur « La pensée d'Augustin et la Translation Studiorum ». Le quatrième panel intitulé : « Santé civilisationnelle et crise de l'Homme contemporain ». Enfin, le dernier panel était intitulé : « La pensée d'Augustin dans la communication culturelle ». Deux rencontres supplémentaires ont également été organisées, intitulées « Philosophons ! ». Cette première édition des Rencontres Africaines Méditerranéennes de la pensée - Algérie vise, entre autres, à créer un espace intellectuel pluridisciplinaire de réflexion et de dialogue autour de la pensée d'Augustin. Une édition qui propose de revisiter ses œuvres à travers une lecture descriptive, analytique et approfondie, d'en explorer les dimensions philosophiques et historiques, et de mettre en lumière leur impact dans l'espace africain méditerranéen. Avec la participation de plusieurs chercheurs, spécialiste, et diplomates.

Cette édition ambitionne également de réinterroger cet héritage intellectuel à la lumière des contextes culturels et historiques partagés, afin de mieux comprendre ses prolongements et la continuité de son influence jusqu'à nos jours. Et comment pouvons-nous aujourd'hui actualiser la pensée de saint Augustin alors qu'il a vécu dans un autre temps que le nôtre ?

## De quelle manière cet événement mettra-t-il en valeur le rôle de l'Algérie dans la promotion des discussions philosophiques et académiques à l'échelle mondiale ?

En tant que membre du comité de préparation scientifique, présidé par le Professeur Naima Hadj Abderrah-



mane, également présidente des Rencontres africaines et méditerranéennes de la pensée en Algérie, je pense que cet événement ne se limite pas à une simple rencontre académique : il positionne clairement l'Algérie comme un carrefour intellectuel entre l'Afrique et le bassin méditerranéen.

En réunissant des chercheurs, des spécialistes et mêmes des diplomates autour de la pensée augustiniennne, notamment celle d'Augustin d'Hippone, figure emblématique née à Tagaste (Souk Ahras aujourd'hui), il met en avant une contribution philosophique et historique d'origine berbère et médiévale de l'Algérie à la philosophie mondiale et universelle. D'une part, l'accueil d'experts venus de divers horizons renforce la crédibilité du pays comme espace de dialogue académique international. Cela montre que l'Algérie peut jouer un rôle actif dans la production et la circulation des idées, et pas seulement comme réceptrice de savoirs. D'autre part, en mettant l'accent sur des thèmes comme la diversité culturelle, le dialogue des civilisations, l'ouverture et la diplomatie culturelle. L'événement s'est inscrit dans des enjeux globaux actuels caractérisés par « une crise de l'Homme », « une crise de l'humanité » et « une crise de sens », ce qui donne une portée universelle aux discussions organisées localement.

Cette initiative favorisera, sûrement, la construction de réseaux durables entre institutions et chercheurs. Ces collaborations peuvent déboucher sur des projets communs, des publications ou des échanges académiques, renforçant ainsi l'intégration de l'Algérie dans l'espace africain, méditerranéen, et dans les dynamiques intellectuelles internationales. Enfin, en valorisant un héritage philosophique ancré dans son propre territoire tout en l'ouvrant à des perspectives contemporaines, l'Algérie affirme une identité culturelle capable de dialoguer avec le monde. Cela contribue à faire du pays un

« acteur reconnu » dans la promotion d'un débat philosophique inclusif, interculturel et tourné vers l'avenir.

Dans cette édition, Mme Ségolène Royal, présidente de l'association France-Algérie, participera également. Comment percevez-vous sa contribution à cet événement ? Comme je l'ai déjà signalé auparavant, deux rencontres ont été programmées lors de cette première édition, intitulée PHILOSOPHONS ! La deuxième rencontre a été marquée par l'intervention de Madame Ségolène Royal, qui a présenté une communication très intéressante portant sur « la relation entre Augustin et sa mère ». Son intervention a su mettre en lumière le lien exceptionnel entre une mère et son fils, en évoquant des valeurs profondes telles que l'amour, la paix et le respect. Elle a également parlé de la situation que vit le monde actuel ravagé par les guerres, des tensions, des égoïsmes, et la montée des extrémismes entre autres, comme elle a adopté une position forte concernant les relations franco-algériennes, exprimant le souhait de les voir se renouer dans un esprit de respect mutuel et de coopération entre les deux rives de la Méditerranée.

Je pense que sa présence prend une dimension très importante et hautement symbolique, en tant que présidente de l'Association France-Algérie (AFA), et qu'elle ne cesse de renforcer la portée de son engagement, en apportant un argument supplémentaire en faveur de la paix, du dialogue, de l'interculturalité, de la tolérance et d'une amitié possible entre ces deux espaces méditerranéens. Par ailleurs, plusieurs participants venus de Tunisie, de France, de Belgique, de Suisse, d'Italie, d'Égypte, de Côte d'Ivoire, du Congo et d'autres pays ont pris part à cet événement. Cette rencontre a permis de réunir des philosophes, des spécialistes de l'histoire ainsi que des professionnels internationaux engagés dans la promotion des valeurs de paix,

d'amour, de tolérance, d'acceptation et de dialogue interculturel.

## Un dernier mot ?

Il est très important de signaler, à mon avis, que ces rencontres sont devenues aujourd'hui une « réalité concrète », une partie de la très bonne dynamique « philosophique et culturelle algérienne », grâce à tous les amoureux et toutes les amoureuses de la philosophie, de la pensée, et de la culture. Et à la fin de la première édition des rencontres africaines méditerranéennes de la pensée Algérie, des recommandations sont émises, par le comité scientifique, telles que la création d'un centre Madaure pour la culture et la pensée, la traduction des ouvrages d'Augustin, l'encouragement de l'enseignement des langues grecque et latine, l'enseignement de la philosophie à des niveaux avancés au sein de l'Éducation nationale, l'intégration des textes philosophiques algériens dans les programmes scolaires, la création de centres de recherche sur la philosophie de saint Augustin, la production de films documentaires sur ce philosophe, ainsi que l'organisation de la deuxième édition des Rencontres africaines et méditerranéennes de la pensée en Algérie.

Enfin, les grandes retrouvailles avec la philosophie sur la terre algérienne, à travers la première édition des Rencontres africaines méditerranéennes de la pensée, qui ont connu un grand succès, ne sont autre chose que la rencontre avec la volonté de faire de « la raison » un moyen de réflexion, « du savoir » un fondement du développement, « de la philosophie » une assise du questionnement, « du dialogue » un instrument d'argumentation et de critique, « de la sagesse » une finalité pour le vivre-ensemble, et « du rêve philosophique » un accompagnateur pour produire du sens, « un sens » qui permette à l'humain de réhabiliter son humanisme dans un monde de plus en plus inhumain. ■

HAUT-COMMISSARIAT À LA NUMÉRISATION

# Renforcement de la coopération avec le PNUD

Le Haut-Commissariat à la numérisation et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, ont signé le projet « Appui immédiat à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de transformation numérique ».



FATIHA A.

Cette nouvelle étape témoigne de l'étroite coopération entre les deux parties en faveur de la transformation numérique en Algérie.

«Ce projet, financé par le PNUD en coopération avec le gouvernement japonais, vise à appuyer la mise en œuvre concrète de la Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030, en soutien aux priorités nationales liées à la modernisation de l'administration publique, au renforcement de la gouvernance numérique et au développement de l'économie numérique», indique le PNUD Algérie dans sa page officielle facebook.

Par cette initiative, le PNUD réaffirme son engagement à soutenir le Haut-Commissariat à la numérisation dans ses missions de coordination stratégique du processus de

transformation numérique. Cet appui se traduira par la mobilisation d'une expertise technique spécialisée pour l'élaboration d'un plan d'action de mise en œuvre de la Stratégie nationale de transformation numérique, ainsi que par la mise en place d'un cadre de suivi et d'évaluation. Ce projet, ajoute la même source, repose sur une approche structurée, progressive et globale, favorisant l'appropriation nationale et garantissant la pérennité des résultats. Sa signature s'inscrit dans le prolongement d'un partenariat étroit entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Haut-Commissariat à la numérisation. Ce partenariat s'appuie sur un dialogue constant et une vision partagée de l'importance de la transformation numérique comme moteur du développement durable, renforçant la transparence et améliorant les services publics. Le projet sera mis en œuvre en étroite coordination entre les deux institutions, afin de contribuer à la mise

en œuvre effective de la Stratégie nationale de transformation numérique et de soutenir les efforts nationaux visant à accélérer la transition numérique au bénéfice des citoyens et des institutions. Une déclaration d'intention signée fin 2025 amorce un appui sur 2 ans pour la mise en œuvre de la SNTN 2025-2030. La collaboration soutient le développement d'une administration moderne, de l'économie numérique et d'une connectivité de haute qualité. Le PNUD, en collaboration avec le gouvernement du Japon, finance le projet pour renforcer l'infrastructure numérique. Le HCN, placé sous la tutelle de la Présidence de la République, utilise cet appui pour piloter la transformation numérique et la digitalisation des services publics. Le partenariat s'inscrit dans la durée, le PNUD jouant un rôle de partenaire historique dans l'accompagnement des stratégies de numérisation sectorielles de l'Algérie

F.A.

LA 12E ÉDITION DU FORUM AFRICAÏN DE L'INVESTISSEMENT

## Passer de la phase de recommandations à celle de la concrétisation

Le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'organisation de la 12e édition du forum africain de l'investissement et du commerce (AFIC 12) les 9 et 10 mai à Alger, sous le thème «Ensemble, nous ouvrons les marchés», avec une participation de haut niveau d'acteurs économiques, d'institutions financières et de développement de différents pays.

L'organisation de cet événement continental intervient dans le contexte du renforcement de la dynamique de coopération économique africaine, le forum étant organisé en partenariat avec l'Union africaine (UA), la

Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ce qui «reflète sa place en tant que plateforme stratégique de soutien à l'intégration économique au niveau du continent», ajoute le communiqué. Cette édition vise à «passer de la phase d'échange de vues et de recommandations à celle de la concrétisation de partenariats pratiques, en mettant l'accent sur l'investissement productif, le développement du commerce interafricain, et la facilitation de l'accès aux marchés, conformément aux nouvelles orientations de l'économie africaine», ajoute la même source. Le forum constituera un espace continental rassembleur pour l'échange d'expertises et de

connaissances, réunissant des hommes d'affaires, des investisseurs et des représentants d'institutions économiques et financières, ainsi que des chambres de commerce et d'industrie et des organisations régionales et internationales, afin d'examiner les opportunités de coopération et d'explorer de nouvelles perspectives de croissance économique commune.

L'événement vise également à soutenir les partenariats économiques durables et à renforcer les efforts conjoints pour réaliser un développement global, en droite ligne avec les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Afrique, qui place l'intégration économique au cœur de ses priorités stratégiques, ajoute le CAAID.

R.E.

COSOB

L'AGO de la "Moustachir spa" reportée

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) informe les actionnaires de la Moustachir spa, société cotée sur le compartiment de croissance de la Bourse des Valeurs Mobilières, que la tenue de son Assemblée Générale Ordinaire initialement prévue le 23 mai 2026 ne pourra être maintenue. «Cette décision fait suite à un délai supplémentaire nécessaire pour la mise en conformité des documents requis pour une telle réunion, et ce conformément à la réglementation en vigueur. Par conséquent, la date du 23 mai 2026 ne saurait être retenue», indique un communiqué de la COSOB. Une nouvelle date pour l'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) sera fixée par la société Moustachir spa, et que l'ensemble des documents associés, seront communiqués aux actionnaires dès leur validation réglementaire. «La COSOB remercie les actionnaires pour leur compréhension et rappelle son attachement aux impératifs de la transparence et sa rigueur au strict respect des obligations réglementaires par les sociétés cotées», ajoute la COSOB.

F.A.

Production locale de médicaments anticancéreux  
15 établissements agréés

Le nombre d'établissements pharmaceutiques agréés par le ministère de l'Industrie pharmaceutique pour la production de médicaments destinés au traitement du cancer en Algérie a atteint 15, dont 11 sont actuellement en exploitation effective, a annoncé, lundi, une responsable du ministère. Dans une déclaration à l'APS, la responsable à la direction de la production pharmaceutique au ministère, Rania Ferli a précisé que le tissu industriel national, qui compte au total 233 établissements pharmaceutiques, toutes spécialités confondues, comprend 11 établissements, dont le groupe public «Saïdal», produisant actuellement 172 médicaments utilisés dans le traitement de plusieurs types de cancers, sur un total de 439 médicaments commercialisés aujourd'hui auprès de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) afin de couvrir les besoins des établissements de santé spécialisés. Outre ces établissements déjà en exploitation, quatre (4) nouveaux projets sont en cours de réalisation afin de renforcer la production nationale dans ce domaine, ajoute la même responsable. Ainsi, le nombre total d'agrément délivrés par le ministère pour la création d'unités industrielles spécialisées dans la production de médicaments anticancéreux s'élève à ce jour à 15, tandis que deux (2) autres demandes d'agrément sont actuellement à l'étude, a-t-elle ajouté. S'agissant des dispositifs médicaux utilisés dans la lutte contre le cancer, les données du ministère de l'Industrie pharmaceutique font état d'un établissement spécialisé fournissant actuellement au marché national plusieurs équipements. Ces équipements comprennent des dispositifs de dépistage «PCR» ainsi que l'ensemble du matériel utilisé au sein des laboratoires spécialisés en anatomopathologie (Anapath).

R.E.

## Youcef El Ghazi:

# «Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie s'élèvent actuellement à 500 millions de dollars»

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie ont atteint environ 500 millions de dollars, et l'on prévoit une multiplication par dix dans les prochains mois. Cette croissance devrait être portée par l'achèvement et la pleine exploitation de la route reliant Tindouf à Zouérat, qui devrait dynamiser significativement les échanges entre les deux pays.



FATIHA A.

Ce chiffre fait suite à une augmentation notable du volume des échanges, qui s'élevait à environ 50 millions de dollars les années précédentes. Il reflète une progression graduelle des relations commerciales bilatérales, même si ce volume reste inférieur aux attentes compte tenu du potentiel économique. Ces chiffres ont été annoncés, hier, par Youcef El Ghazi, président du Conseil d'affaires algéro-mauritanien, lors de son intervention dans l'émission « Invité du matin » sur la radio chaîne 1, à l'occasion de l'ouverture de la huitième édition du Salon des produits algériens, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la

Promotion des exportations à Nouakchott. Cette édition a réuni environ 350 entreprises nationales opérant dans divers secteurs économiques et de services, témoignant de la présence croissante de l'Algérie sur le marché mauritanien et d'un intérêt grandissant pour le développement des exportations hors du secteur des hydrocarbures, notamment vers les marchés ouest-africains.

En termes de participation sectorielle, les industries chimiques, cosmétiques, énergétiques et plastiques arrivent en tête avec 101 entreprises, suivies par l'agriculture et l'agroalimentaire (59 entreprises), le transport et la logistique (38 entreprises) et la sidérurgie et la mécanique (37 entreprises).

Le secteur du textile, de l'habillement et de la chaussure a également enregistré la participa-

tion de 33 entreprises, contre 27 pour l'électronique et l'électroménager, et 14 pour l'industrie pharmaceutique. Plus de 30 start-ups étaient également présentes, reflétant la diversité du paysage économique représenté lors de cet événement.

Concernant les perspectives de coopération, M El Ghazi a affirmé que les indicateurs actuels témoignent d'un dynamisme croissant, soulignant que les prévisions d'une multiplication par dix des échanges commerciaux reposent principalement sur la mise en service de grands projets d'infrastructure, notamment l'autoroute Tindouf-Zouérat, qui devrait être un moteur essentiel du volume des échanges entre les deux pays.

F.A.

**Travaux publics**  
Une visite de terrain organisée sur deux sites de projet au Tchad

Dans le cadre de la visite d'une délégation algérienne en République du Tchad, composée de représentants du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, des entreprises de travaux publics Cosider TP et SNTTP, et de l'Autorité nationale de contrôle technique des travaux publics (CTTP), une visite de terrain a été organisée sur deux sites de projet : deux tronçons de la route transsaharienne situés en territoire tchadien.

« Cette visite vise à finaliser l'évaluation et l'inspection des projets sur place, permettant ainsi à la délégation technique d'examiner l'état d'avancement des projets, la nature des travaux prévus et les principaux défis techniques et logistiques potentiels », a indiqué hier le ministère des travaux publics dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook. L'inspection a également porté sur l'étude des caractéristiques géographiques et topographiques des deux sites et leur conformité avec les études réalisées, ainsi que sur un échange de vues avec les représentants des entreprises concernées afin d'améliorer les performances et de garantir le respect des délais.

« Cette visite se poursuit pour le troisième jour consécutif, conformément aux directives du Président de la République visant à renforcer la coopération avec la République du Tchad, et en mise en œuvre des accords d'entente et des mémorandums de coopération signés entre les deux pays le 22 avril 2026, notamment dans le domaine des travaux publics et des infrastructures », conclut le ministère.

F.A.

**Pour l'achat de 50 000 tonnes de blé meunier:**  
L'Algérie lance un appel d'offres international

Des négociants européens ont rapporté que l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), a lancé un appel d'offres international pour du blé meunier, précisant les périodes de livraison tout au long du mois de juillet, témoignant des efforts continus déployés pour sécuriser les approvisionnements alimentaires.

Selon Reuters, les négociants ont expliqué que l'appel d'offres prévoit des livraisons en deux phases depuis les principales régions d'approvisionnement, dont l'Europe. La première phase s'étend du 1er au 15 juillet, tandis que la seconde se poursuit du 16 juillet à la fin du mois.

Les négociants ont précisé que si le blé provient d'Amérique du Sud, d'Australie ou d'Inde, il doit être expédié un mois avant ces dates.

L'OAIC a fixé un volume d'achat nominal de 50 000 tonnes, mais les négociants ont confirmé à Reuters que l'Algérie recherche généralement des quantités bien plus importantes dans ce type d'appels d'offres.

F.A.

## Matériaux de construction

# « L'Exportation après la satisfaction de la demande nationale »

PAR MERIEM K

Lors de l'ouverture officielle du Batimatec, le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Mohamed Belaribi a insisté sur la nécessité de renforcer l'intégration des matériaux locaux dans les projets de construction. Cette déclaration a été accueillie par les professionnels du secteur comme un signal en faveur de la production nationale. Ces derniers ont souligné l'attractivité de leurs produits auprès des partenaires internationaux ; plusieurs exposants ont d'ailleurs enregistré des commandes pour l'exportation durant ce salon qui prendra fin ce jeudi, mettant en avant l'importance de prendre en compte la spécificité de chaque marché

Dans le cadre de la stratégie de substitution aux importations, les autorités algériennes ren-

forcent leur appui à la filière BTPH visant réduire la dépendance aux importations, encourager l'utilisation de matériaux locaux et promouvoir l'exportation du surplus. Le ministre de l'Habitat a réaffirmé, à ce titre, l'impératif de renforcer l'intégration du produit national dans les projets de construction. Une mesure applaudie par certains opérateurs qui voient dans cette mesure un soutien au produit national de prioriser le produit national dans les projets de construction.

Un engagement accueilli favorablement par le secteur privé. Cette orientation est justifiée par la « qualité des produits locaux conformes aux normes internationales. « Du moment que les produits nationaux répondent aux standards internationaux, il est tout à fait normal de privilégier le produit local à l'importer », estime Rabie Benameur, responsable de la communica-

tion à SNAPEN ; une entreprise spécialisée dans la conception, la schématisation et la fabrication de systèmes de menuiserie en aluminium.

Une position partagée par Laib Bouras, du Groupe Bouras, spécialisé dans la briqueterie et tuile. Pour lui, le produit algérien envoûte les étrangers. « Pratiquement, chaque opérateur participant aux foires internationales et panafricaines réussissent à décrocher des contrats », dit M. Bouras. C'est le cas des tuiles qu'il produit, « Nous avons un produit 100 % algérien et strictement conforme aux normes internationales. Notre groupe comme tant d'autres démontrent qu'il est possible d'accompagner les opérateurs du bâtiment sans recourir à l'importation », a-t-il dit. Le recours au produit local réduit la facture d'importation et booste l'économie nationale, ajouta M. Bouras.

**TIARET**

Lancement de travaux d'aménagement urbain dans cinq quartiers

Des travaux d'aménagement urbain ont été lancés dans cinq quartiers du centre et de la périphérie de la ville de Tiaret, a-t-on appris, lundi, auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Inscrits au titre de l'exercice 2026, ces projets ont été lancés dimanche par le secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion de ses affaires, Rabah Mourad Yezza, en présence des autorités concernées.

Ces opérations portent notamment sur le revêtement de la voirie, la réhabilitation des trottoirs, la généralisation de l'éclairage public, ainsi que le raccordement aux réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable.

Lors d'une visite d'inspection des chantiers, M. Yezza a instruit les entreprises de réalisation de veiller au respect des normes techniques en vigueur et des délais impartis, soulignant l'importance de ces projets dans l'amélioration du cadre de vie des citoyens, notamment en matière de lutte contre les maladies et les épidémies, d'accès à l'eau potable et de disponibilité de l'éclairage public, à l'approche de la saison estivale.

Au quartier «La Gare», situé au centre-ville, les travaux de revêtement des routes ont été lancés après l'achèvement récent des opérations de renouvellement des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable. Par ailleurs, plusieurs rues des quartiers El Abadia, Aïn Mesbah et Es-Senia, situés en périphérie de la ville, connaissent des travaux de réalisation de trottoirs, d'aménagement de la voirie et de généralisation de l'éclairage public. Des travaux de réalisation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable sont également en cours dans le quartier des 50 logements collectifs, dans la zone Ziane El Houas.

Pour rappel, ces cinq projets, dont la réception est prévue dans un délai de quatre mois, s'inscrivent dans le cadre du budget communal et du programme de soutien au développement socio-économique au titre de l'année 2026, avec une enveloppe financière estimée à 199,3 millions de dinars.

**MASCARA**

Plus de 3 millions de m<sup>3</sup> d'eau supplémentaires dans les barrages

Les barrages alimentant la wilaya de Mascara ont enregistré une hausse notable de leurs réserves hydriques, avec un apport dépassant 3,2 millions de mètres cubes, à la faveur des précipitations enregistrées entre début avril et début mai, a-t-on appris lundi auprès de la direction de l'Hydraulique.

Selon la même source, le barrage de Ouizert a bénéficié de la plus grande part de ces apports, avec plus de 1,8 million de mètres cubes, suivi du barrage de Bouhanifia (670.000 m<sup>3</sup>) et de celui de Chorfa (681.000 m<sup>3</sup>).

Le barrage de Fergoug, situé dans la commune de Mohammadia, a, pour sa part, enregistré un apport d'environ 30.000 m<sup>3</sup>, tandis que celui d'Oued Taguia (commune de Aïn Fares) a bénéficié de 42.000 m<sup>3</sup> supplémentaires.

Ces précipitations ont permis aux barrages de Bouhanifia et d'Oued Taguia d'atteindre un taux de remplissage de 100 %, pour une capacité globale dépassant 41,2 millions de mètres cubes, engendrant d'importants versements au niveau de ces ouvrages. Au total, le taux de remplissage des barrages de la wilaya dépasse actuellement 64 %, soit un volume stocké excédant 126 millions de mètres cubes. Ce niveau est de nature à couvrir les besoins de la wilaya en eau potable ainsi qu'en irrigation agricole pour une période de plus de trois années, même en cas de déficit pluviométrique, a ajouté la même source.

**Djelfa**

# Un nouveau centre de stockage des céréales

Cette nouvelle infrastructure, réalisée à la sortie est de la ville de Taâdmit, s'ajoutera aux cinq (5) centres similaires récemment mis en service dans les communes de Had S'hary, Bouiret Lahdab, El Khemis, Douis et Aïn El Ibel. Ce qui a permis d'assurer des capacités supplémentaires de stockage estimées à près de 300.000 quintaux.



Le réseau de stockage des céréales de la wilaya de Djelfa a été renforcé par la mise en service, lundi, d'un nouveau centre de proximité dans la commune de Taâdmit, par les autorités locales.

D'une capacité de 50.000 quintaux, ce centre, qui s'étend sur une superficie de plus de 2,5 hectares, comprend de grands entrepôts de collecte et de stockage, ainsi qu'un bloc administratif. Son coût de réalisation est estimé à 211 millions de DA, inscrit au titre du programme complémentaire de développement, selon la carte technique du projet.

Cette nouvelle infrastructure, réalisée à la sortie est de la ville de Taâdmit, s'ajoutera aux cinq (5) centres similaires récemment mis en service dans les communes de Had S'hary, Bouiret Lahdab, El Khemis, Douis et Aïn El Ibel. Ce qui a permis d'assurer des capacités supplémentaires de stockage estimées à près de 300.000 quintaux. A noter que la wilaya de Djelfa a bénéficié de huit (8) centres de proximité au titre du programme complémentaire de développement, dont seulement deux (2) restent à achever dans les communes de Deldoul et Aïn Oussara. A cela s'ajoute un projet de silo stratégique dont le chantier de réalisation connaît un rythme accéléré au chef-lieu de wilaya, ainsi

qu'un complexe de stockage en cours d'achèvement dans la commune de Hassi Bahbah, d'une capacité de 200.000 quintaux, selon les données de la direction des Equipements publics. Ces centres de proximité sont appelés à constituer un appui important pour la collecte et le stockage des céréales. Les prévisions de la direction des Services agricoles tablent, pour la campagne en cours, sur une production record dépassant celle de la saison écoulée, estimée à plus d'un (1) million de quintaux, dont près de la moitié avait été collectée au niveau des dépôts de la Coopérative des Céréales et Légumes secs (CCLS), a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Mohamed Abdallah Bensalem.

## FORMATION ET INNOVATION EN SANTÉ

# Convention de coopération entre l'USTO-MB et le CHUO d'Oran

Une convention-cadre de coopération a été signée lundi entre l'Université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB) et le Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) Dr-Benzerdjeb, visant à renforcer les liens entre les deux institutions dans les domaines de la formation, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. Intervenant à cette occasion, le recteur de l'USTO-MB, le Pr Hamou Ahmed, a souligné que cette convention constitue «une étape importante» dans le développement des relations entre l'université et le secteur hospitalier. Elle permettra, a-t-il précisé, de consolider la coopération dans des domaines stratégiques tels que la biologie, l'informatique, l'intelligence artificielle et la médecine.

Il a également mis en avant la volonté commune des deux institutions de mutualiser leurs compétences et leurs ressources afin de relever les défis actuels et futurs du secteur de la santé, tout en offrant aux étudiants, enseignants et

chercheurs un cadre propice à l'excellence, à l'innovation et à la créativité. De son côté, le représentant du CHU d'Oran, le Pr Karti Nazim, a indiqué que cette convention s'articule autour de plusieurs axes majeurs, notamment la formation des étudiants, enseignants, ingénieurs et personnels hospitaliers, ainsi que le développement de projets conjoints de recherche scientifique et de transfert technologique.

Il a également insisté sur l'importance de l'échange d'expertises, de connaissances et de données entre les deux institutions, ainsi que sur l'organisation de manifestations scientifiques telles que les séminaires, les colloques, les conférences et les journées d'étude, destinées à promouvoir le partage du savoir et l'innovation.

Le même responsable a souligné que cette collaboration permettra également le développement d'outils et d'applications technologiques au service du secteur de la santé, notamment des bases de données, des systèmes d'aide à la décision et des solutions d'analyse et de traite-

ment des données, contribuant ainsi à améliorer la prise en charge des patients.

Dans ce contexte, il a appelé au renforcement des passerelles entre l'université, en tant que pôle de savoir et d'innovation technologique, et l'hôpital, en tant qu'acteur central du système de soins, afin de favoriser l'émergence de solutions innovantes adaptées aux besoins du système de santé national. Le vice-recteur de l'USTO-MB, le Pr Redouane Tlemçani, a pour sa part mis en exergue l'apport des expertises nationales et internationales dont disposent les deux institutions, estimant que cette complémentarité constitue un levier essentiel pour la réussite de ce partenariat.

Il a également souligné que cette convention contribuera à encourager la création de start-up issues de l'université algérienne, favorisant ainsi le développement de solutions technologiques locales et la réduction de la dépendance à l'étranger en matière d'outils et d'innovations médicales.

## Cancers en hausse chez les jeunes

# Une tendance qui inquiète

Une étude, appuyée par les données de l'OMS, révèle une hausse de 11 types de cancers chez les jeunes adultes, dont les causes mêlent facteurs de mode de vie et progression de l'obésité.



PAR AMEL B

Plusieurs cancers progressent chez les jeunes adultes, un phénomène en partie lié au surpoids et aux modes de vie. Selon des données récentes et les analyses de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plusieurs types de cancers sont en progression chez les jeunes adultes, un phénomène qui suscite une inquiétude croissante dans la communauté scientifique. L'étude menée par l'Institut de recherche sur le cancer et l'Imperial College London met en évidence une hausse de 11 cancers, notamment colorectal, du sein, de la thyroïde, du foie, du rein, du pancréas ou encore de l'endomètre. Les cancers colorectaux et du sein sont les plus fréquents chez les jeunes, totalisant environ 11.500 cas annuels en Angleterre, tandis que ceux du pancréas ou de la vésicule biliaire restent plus rares. Si certaines de ces hausses concernent aussi les adultes plus âgés, les cancers colorectaux et des ovaires progressent spécifiquement chez les jeunes, un fait encore mal expliqué. Les chercheurs pointent plusieurs facteurs de risque reconnus par l'OMS, tels que le tabagisme, la sédentarité, une alimentation riche en viandes rouges et en produits ultra-transformés, ainsi que l'exposition à certains polluants.

Toutefois, ces éléments ne suffisent pas à expliquer pleinement la tendance. L'augmentation du surpoids et de l'obésité, en nette progression depuis les années 1990, apparaît comme un facteur déterminant, en raison de ses effets sur les hormones et le métabolisme, notamment l'insuline. Dans le cas du cancer colorectal, environ 20 % des cas pourraient être liés à l'excès de poids, laissant une large part encore inexpliquée. L'OMS rappelle néanmoins qu'environ 30 à 40 % des cancers pourraient être évités grâce à des mesures de prévention efficaces, incluant l'arrêt du tabac, une alimentation équilibrée, l'activité physique régulière et le maintien d'un poids sain. Malgré cette hausse préoccupante, les cancers restent nettement plus fréquents chez les personnes âgées : l'incidence annuelle est d'environ 1 cas pour 1.000 chez les 20-40 ans, contre près de 1 sur 100 chez les 50-70 ans, soulignant l'importance de poursuivre les recherches tout en renforçant les stratégies de prévention dès le plus jeune âge. Il est bon de rappeler aussi que le rôle de l'alimentation dans l'augmentation des cancers chez les jeunes est de plus en plus étudié par les scientifiques. Les régimes actuels, souvent riches en produits ultra-transformés, en sucres ajoutés, en graisses saturées et en viandes rouges ou transformées, sont associés à un risque accru de plusieurs cancers, notamment

colorectal. Ces aliments peuvent favoriser une inflammation chronique de l'organisme, perturber le microbiote intestinal et altérer certains mécanismes biologiques essentiels, créant un environnement favorable au développement de tumeurs. Un autre facteur clé est le manque de fibres dans l'alimentation. Les fibres, présentes dans les fruits, légumes, légumineuses et céréales complètes, jouent un rôle protecteur en facilitant le transit intestinal et en limitant l'exposition aux substances cancérigènes. Une alimentation pauvre en fibres est ainsi régulièrement associée à un risque plus élevé de cancer digestif. Par ailleurs, la consommation excessive de boissons sucrées et d'aliments très caloriques contribue à la prise de poids et à l'obésité, reconnues comme des facteurs de risque majeurs pour plusieurs cancers. L'excès de tissu adipeux perturbe l'équilibre hormonal, notamment en augmentant les niveaux d'insuline et d'autres facteurs de croissance, ce qui peut favoriser la prolifération des cellules cancéreuses. Enfin, les modes de vie actuels — repas rapides, grignotage, portions importantes — accentuent ces déséquilibres alimentaires. Pour les experts, adopter une alimentation plus équilibrée, riche en produits frais et peu transformés, constitue un levier essentiel pour réduire le risque de cancer dès le plus jeune âge.

.A.B

## CHU DE SIDI BEL-ABBES

# Reprise des interventions de pose de prothèses articulaires

Le service de chirurgie orthopédique et traumatologique du Centre hospitalo-universitaire (CHU) «Dr Abdelkader Hassani» de Sidi Bel Abbès a repris les interventions de pose de prothèses articulaires du genou et de la hanche, a indiqué lundi la cellule d'information et de communication de l'établissement. Cette reprise s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de modernisation engagée par la direction générale du CHU. Celle-ci a notamment permis de doter le service d'équipements médicaux de pointe, conformes aux standards internationaux, offrant ainsi aux équipes chirurgicales les conditions nécessaires à la relance de cette activité de haute précision. Le retour de cette activité a été marqué par la réalisation réussie de chirurgies complexes, no-

tamment des arthroplasties totales de la hanche et du genou. Ces interventions ont été effectuées au profit de deux patientes, qui ont retrouvé leur mobilité à l'issue des opérations. Les actes chirurgicaux ont été supervisés par une équipe médicale spécialisée de haut niveau, composée notamment du Pr Boujellal Nouredine, chef du service de chirurgie orthopédique et traumatologique du CHU de Sidi Bel-Abbes, et du Pr Korti Faouzi du CHU de Tlemcen, ainsi que de maîtres-assistants, médecins résidents, équipes d'anesthésie-réanimation et de radiologie, et du personnel paramédical. A cette occasion, le directeur général de l'établissement, M. Bensenouci Mohamed, a souligné le rôle déterminant de la pharmacie centrale dans la réussite de ces interventions, grâce à la mise à

disposition de prothèses de haute qualité. Cette reprise constitue également une opportunité de formation pratique pour les médecins résidents et jeunes spécialistes, contribuant ainsi à assurer la relève et la pérennité de cette activité chirurgicale spécialisée. De son côté, le Pr Boujellal Nouredine a indiqué que le service ambitionne, en coordination avec la direction du CHU, de développer plusieurs axes stratégiques, notamment la chirurgie des tumeurs du rachis, la promotion de la microchirurgie, le renforcement des techniques de chirurgie endoscopique et plastique, ainsi que la consolidation du service en tant que pôle régional de référence pour la chirurgie des fractures du rachis.

## MÉDÉA

Ouverture d'un service d'hémodialyse à l'EPSP de Chellalet-El-Adhaoura

L'Établissement public de santé de proximité (EPSP) de Chellalet-El-Adhaoura, au sud-est de Médéa, a été doté d'un service d'hémodialyse afin d'assurer une meilleure prise en charge des patients atteints d'insuffisance rénale de la région, a indiqué la direction de cet établissement sanitaire. Cette nouvelle structure de soins est équipée de dix générateurs d'hémodialyse et de deux stations de traitement de l'eau, a fait savoir le directeur de l'EPSP de Chellalet-El-Adhaoura, Abdelatif Merah. Ce service peut accueillir quinze patients par jour pour des séances de dialyse quotidiennes de 4 à 5 heures en moyenne, renouvelables trois jours par semaine, a-t-il expliqué. Il a précisé qu'un groupe de 30 patients, issus des communes de la daïra de Chellalet-El-Adhouara, à savoir Cheniguel, Ain-Ouksir, Tafraoute et Chellalet-El-Adhaoura, seront pris en charge au niveau de cette structure.

Selon la direction locale de la Santé, plusieurs services d'hémodialyse situés dans différents établissements hospitaliers de la wilaya de Médéa ont été dotés, au cours des deux dernières années, de stations de traitement de l'eau et de générateurs d'hémodialyse, dans le but d'améliorer la prise en charge des patients et d'augmenter le nombre de dialysés, a-t-on rappelé. L'opération a touché, d'après la même source, les services d'hémodialyse des hôpitaux de Médéa, Ksar-el-Boukhari, Ain-Boucif, Tablat, Berrouaghia et Beni-Slimane, ainsi que la polyclinique de Chahbounia (sud de la wilaya).

## TISSEMSILT

Récupération de 17 véhicules volés et arrestation de cinq individus

Les services de la Sûreté de la wilaya de Tissemsilt ont démantelé deux réseaux criminels spécialisés dans le vol et le trafic de véhicules, lors de deux opérations ayant conduit à l'arrestation de cinq individus et à la récupération de 17 véhicules, indique lundi un communiqué de ce corps de sécurité. Selon cette source, la première opération, menée par la brigade de lutte contre le vol de véhicules du service de police judiciaire sous la supervision du parquet territorialement compétent, a ciblé un réseau spécialisé dans le trafic international de véhicules et la falsification de documents officiels. Cette intervention a permis l'arrestation de deux personnes et la récupération de 14 véhicules de différents types. La deuxième opération, conduite par la même brigade à l'issue de plusieurs mois d'enquêtes de terrain et de travail de renseignement, a permis de neutraliser un réseau local spécialisé dans le vol de véhicules et la falsification des documents après le vol. Trois individus ont été arrêtés et trois véhicules touristiques récupérés. Tous les suspects ont été présentés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

## TURQUIE

## LE BILAN DE LA FUSILLADE DANS UNE ÉCOLE MONTE À 10 MORTS

Une élève de onze ans blessée dans la tuerie perpétrée mi-avril dernier par un adolescent dans un établissement scolaire en Turquie est décédée, portant à dix le nombre de victimes, ont annoncé les autorités. «C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris le décès de notre chère Almina Agaoğlu, grièvement blessée dans (cette) odieuse attaque (...), après 18 jours d'une lutte pour la vie», a écrit sur les réseaux sociaux le ministre turc de l'Intérieur, Mustafa Ciftçi. Le tireur, âgé de 14 ans, avait ouvert le feu dans deux salles de classe d'une «école intermédiaire» de la ville de Kahramanmaraş, tuant une enseignante et des élèves âgés de 10 à 11 ans. L'adolescent, fils d'un policier à la retraite, est mort au cours de l'attaque et ses parents ont été placés en détention provisoire.

## PHILIPPINES

## UN SÉISME DE MAGNITUDE 6 FRAPPE LE CENTRE DU PAYS

Un séisme de magnitude 6 a frappé lundi l'île de Samar, au centre de l'archipel des Philippines, a annoncé l'Institut géologique américain USGS. La secousse a été détectée à une profondeur de 73,3 kilomètres, a précisé l'Institut.

Aucun blessé n'a été signalé à ce stade, a indiqué un responsable de la police locale. Situées dans la «ceinture de feu du Pacifique», une zone d'activité sismique intense, les Philippines subissent quotidiennement des tremblements de terre.

L'est de l'île de Mindanao a ainsi été frappé en octobre par deux séismes de magnitude 7,4 et 6,7 qui ont fait au moins huit morts. Ces tremblements de terre faisaient suite à une secousse de magnitude 6,9 survenue quelques jours plus tôt. Elle avait fait 76 morts et détruit ou endommagé 72.000 maisons dans la province de Cebu, au centre des Philippines, selon les chiffres du gouvernement.

## RDCONGO

## PLUSIEURS CIVILS PRIS EN OTAGE DANS UNE NOUVELLE ATTAQUE DES ADF

Plusieurs civils sont retenus en otage depuis vendredi par les forces démocratiques alliées (ADF), en Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo. Si leur nombre exact reste incertain, les autorités parlent de plusieurs dizaines de personnes enlevées à Lisoma, dans le territoire de Mambasa.

Selon la société civile, les assaillants ont également pillé des récoltes dans plusieurs zones agricoles alentour. Comme les localités voisines de Kanana, Leta Crédit, Mikingi et Mampendo, l'agglomération de Lisoma est décrite par l'Association pour la promotion des droits des enfants et des femmes vulnérables comme une zone livrée à elle-même où la progression des assaillants n'a été entravée par aucune présence militaire en fin de semaine dernière.

Ces enlèvements de nombreux villageois interviennent dans un contexte d'extension des zones où opèrent les ADF. Si, de sources militaires, ces dernières procèdent ainsi à un recrutement forcé, des chercheurs estiment que ces opérations ont aussi une finalité économique, les ravisseurs demandant depuis quelques mois des rançons aux familles des personnes kidnappées. Le nombre de raptés a explosé ces derniers mois en Ituri, puisque selon l'ONU et la société civile, il y en a eu plus de 400 depuis le début de l'année. A la mi-avril, une offensive militaire menée par l'armée avait cependant permis de libérer près de 200 otages détenus par les ADF.

## Santé

## Trois morts liés à un possible foyer de hantavirus sur un bateau de croisière

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait état dimanche de trois morts liés à un possible foyer d'infection à hantavirus, une maladie qui peut provoquer un syndrome respiratoire aigu, sur un navire de croisière dans l'Atlantique.

Ce navire, le MV Hondius, reliait Ushuaïa, en Argentine, au Cap-Vert. Il se trouvait dimanche juste en face du port de Praia, la capitale du Cap-Vert, selon des médias. «A ce jour, un cas d'infection à hantavirus a été confirmé en laboratoire, et cinq autres cas sont suspectés. Sur les six personnes affectées, trois sont décédées et une se trouve actuellement en soins intensifs en Afrique du Sud», a indiqué l'agence de l'ONU. Ce passager, un ressortissant britannique de 69 ans, est hospitalisé à Johannesburg, a précisé un porte-parole sud-africain du ministère de la Santé, Foster Mohale. «Bien que rare, le hantavirus peut se transmettre d'une personne à l'autre et entraîner des maladies respiratoires graves, il nécessite une surveillance attentive des patients, un soutien et une prise en charge appropriés», a indiqué l'OMS. «Des investigations approfondies sont en cours, notamment des analyses de laboratoire complémentaires et des enquêtes épidémiologiques. Une prise en charge médicale et un soutien sont assurés aux passagers et à l'équipage. Le séquençage du virus est également en cours», a-t-elle ajouté. Les hantavirus se transmettent à l'être humain par l'intermédiaire de rongeurs sau-

Les hantavirus se transmettent à l'être humain par l'intermédiaire de rongeurs sauvages infectés, tels que des souris ou des rats, qui excrètent le virus par la salive, l'urine et les excréments. Une morsure, un contact avec ces rongeurs ou leurs déjections ainsi que l'inhalation de poussière contaminée peuvent provoquer une infection.



vages infectés, tels que des souris ou des rats, qui excrètent le virus par la salive, l'urine et les excréments. Une morsure, un contact avec ces rongeurs ou leurs déjections ainsi que l'inhalation de poussière contaminée peuvent provoquer une infection.

Il existe de nombreux types d'hantavirus, qui se distinguent par leur répartition géographique et leur tableau clinique. Selon le site internet de l'Office fédéral de la santé publique suisse (OFSP), «un seul type de virus,

extrêmement rare, peut se transmettre d'un être humain à un autre». «L'OMS organise l'évacuation médicale de deux passagers présentant des symptômes, procède à une évaluation complète des risques et apporte son soutien aux personnes concernées à bord», a déclaré dimanche soir le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, sur les réseaux sociaux. «Une action rapide et coordonnée est essentielle pour limiter les risques et protéger la santé publique», a-t-il relevé.

## Climat

## Les émissions de méthane des énergies fossiles restent très élevées

Les émissions de méthane, un gaz à effet de serre, restent «à des niveaux très élevés» dans les énergies fossiles, alerte lundi l'AIE, estimant que la récupération de ces rejets pourrait fournir du gaz supplémentaire dans le contexte de la crise énergétique. En 2025, la production record du secteur des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) a été responsable de 35% des émissions de méthane provenant de l'activité humaine, soit 124 millions de tonnes (Mt), estime l'Agence interna-

tionale de l'énergie dans son rapport annuel. En légère hausse par rapport à 2024 (121 Mt), ces émissions «restent à des niveaux très élevés», proches des records de 2019, dominées par le secteur pétrolier (45 Mt), devant le charbon (43 Mt) et le gaz (36 Mt). Il n'y a «aucun signe que les émissions mondiales de méthane liées à l'énergie aient diminué en 2025», souligne l'AIE. Inodore et invisible, le méthane, principal composant du gaz naturel, s'échappe notamment des gazoducs, des vaches et des décharges. Environ 580 mil-

lions de tonnes de méthane sont rejetées chaque année dans le monde, dont 60% attribuables à l'activité humaine avec l'agriculture en tête suivie de l'énergie. Doté d'un pouvoir bien plus réchauffant que le CO2, le méthane est responsable d'environ 30% de la hausse de la température moyenne mondiale depuis la révolution industrielle. Mais sa durée de vie étant plus courte, le réduire offre «des bénéfices climatiques significatifs à court terme», souligne l'AIE.

## Soudan

## 5 millions d'enfants souffrent de privations extrêmes au Darfour

Environ cinq millions d'enfants au Darfour, dans l'ouest du Soudan, se trouvent dans une situation de privations extrêmes, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) qui vient de lancer une alerte rouge.

Au Soudan, 20 ans après le conflit au Darfour qui jetait près de 2 millions de personnes sur les routes, l'histoire se répète et s'aggrave : «rien que dans cette région de l'ouest du pays, 5 millions d'enfants se trouvent aujourd'hui dans une situation de privations extrêmes», affirme l'Unicef. L'agence onusienne estime que le conflit qui sévit à nouveau depuis trois ans dans le pays «dans l'indifférence générale s'y révèle encore plus dramatique, notamment pour les enfants». Ainsi, dans certaines parties du Darfour, «plus de la moitié des enfants sont désormais victimes de malnutrition aiguë, quand il ne s'agit pas, tout simplement, de famine comme c'est le cas à El-Fasher, où plus de 1.300 enfants ont par ailleurs été tués ou mutilés en un peu plus de deux ans».

«Face à cette situation où la violence, la faim et les déplacements forcés qui s'entremêlent devraient susciter l'indignation de la communauté internationale, force est pourtant de constater qu'il n'en est rien», déplore Sheldon Yett, le représentant de l'Unicef au Soudan, depuis Port Sudan. «Alors que la crise est bien plus grave et la situation bien plus complexe. Le silence du monde est tout simplement assourdissant», a-t-il dénoncé. Et le pire, c'est que les humanitaires sont, cette fois, eux-aussi pris pour cible. «Les convois d'aide, les hôpitaux, les marchés, les écoles : aucun endroit n'est sûr au Soudan», a déploré le représentant de l'Unicef qui n'a reçu pour le moment que 16% des fonds qu'elle réclame pour ses opérations au Soudan en 2026.

### Championnat National des Jeux Universitaires d'Athlétisme /

## 04 médailles d'or pour Anfal Azaïdj

Le jeune demi-fondiste algérien Anfal Azaïdj, sociétaire du club amateur de Kasr El Boukhari, a éclaboussé de son talent la 19e édition du Championnat National des Jeux Universitaires actuellement en cours à Biskra, en glanant quatre médailles d'or, dans quatre spécialités différentes. Après avoir dominé le 800 mètres puis le 1500 mètres, Azaïdj a engrangé deux nouvelles médailles d'or, au 4x100 mètres et 4x400 mètres. Des résultats probants, confirmant que cet athlète a franchi un nouveau cap dans sa carrière et qu'il faudra compter avec elle à l'avenir, y compris sur le plan international. Entamée le 27 avril à Biskra, cette 19e édition des Jeux Universitaires Nationaux se poursuivra jusqu'au 5 mai, en présence d'environ 1800 athlètes, issus d'universités et de centres universitaires de 39 wilayas. La compétition a regroupé 16 disciplines, incluant des sports collectifs comme le volley-ball, le handball, le football et le basket-ball, ainsi que certains sports individuels, comme le judo, le karaté-do, et l'athlétisme.

### Championnat d'Afrique de natation/ 2026 d'Oran

## Plus de 450 nageurs de 40 pays au rendez-vous

Le président de la Confédération africaine de natation «Africa Aquatics», Mohamed Diop, a salué lundi à Oran les conditions d'organisation de la 17e édition du Championnat d'Afrique de natation, qui s'ouvre ce mardi, qualifiant cette édition de «record majeur jamais atteint» de participation, avec plus de 450 nageurs représentant plus de 40 pays. Lors d'une conférence de presse tenue au complexe Miloud Hadeï, site d'accueil de la compétition, le responsable africain a souligné le caractère inédit de cette participation dans l'histoire du championnat continental. «Nous n'avons jamais enregistré un tel niveau de participation dans aucune compétition africaine», at-il déclaré, mettant en avant la qualité de l'accueil réservé par l'Algérie et les autorités locales, et exprimant sa satisfaction quant au niveau d'organisation. «C'est un réel plaisir pour Africa Aquatics d'être ici à Oran. En 2018, l'Algérie avait déjà accueilli le Championnat d'Afrique et nous pensions alors avoir atteint un très haut niveau. Aujourd'hui, nous avons dépassé toutes nos attentes grâce au soutien de l'ensemble des institutions. Nous remercions les autorités algériennes», a déclaré le président de la Confédération africaine de natation. Et de saluer à cette occasion les infrastructures «de niveau mondial» mises au service de la natation africaine.

## MISE À JOUR DE LA L-1 MOBILIS

# Le CRB se relance et garde intactes ses ambitions africaines

*Touché mais loin d'être abattu. Quelques jours seulement après la cruelle désillusion concédée en finale de la Coupe d'Algérie, le CR Belouizdad a parfaitement su réagir en championnat.*

Les Rouge et Blanc ont signé un succès important face à l'USM Khenchela (3-1), lundi soir au stade Nelson Mandela, dans le cadre de la mise à jour du calendrier de la Ligue 1. Une victoire libératrice qui permet au Chabab de se relancer pleinement dans la course aux premières places. Conscients de l'importance de cette rencontre, les Belouizdadiens sont entrés rapidement dans le vif du sujet, affichant une grande détermination et une envie manifeste d'effacer la frustration laissée par la finale perdue. Cette bonne entame a été logiquement récompensée à la 25e minute lorsque Meziane, très remuant sur son côté, a initié une action individuelle de grande classe. Après un one-deux bien senti avec Khacef, l'ailier du CRB a conclu d'une frappe croisée imparable, laissant le portier Morcelly sans réaction. Piquée au vif, l'USMK a tenté de réagir, mais le CRB, bien en place et dominateur dans l'entrejeu, a continué à imposer son rythme. A la 34e minute, Khacef, encore lui, a provoqué une situation litigieuse dans la surface adverse. Mis sous pression lors d'un duel aérien, le défenseur ivoirien Badjo a dévié le ballon de la main. Après consultation de la VAR, l'ar-

bitre international Mustapha Ghorbal n'a pas hésité à désigner le point de penalty. Capitaine exemplaire, Benguit s'est chargé de la sentence et a doublé la mise avec sang-froid (2-0). Cependant, juste avant la pause, les visiteurs sont parvenus à réduire l'écart. Profitant d'un léger relâchement défensif, le Camerounais Etouga, idéalement servi par le Gabonais Matouti, a trouvé la faille à la 41e minute, relançant ainsi le suspense avant le retour aux vestiaires. Au début de la seconde période, le Chabab a immédiatement remis la pression. Dès la 48e minute, Meziane a encore fait parler sa vitesse sur le flanc gauche avant de délivrer une offrande parfaite à Boukhanchouche, qui n'a eu qu'à conclure au point de penalty pour inscrire le troisième but belouizdadi. Une réalisation qui a pratiquement scellé le sort de la rencontre. Réduits à dix après l'expulsion de Salim Boukhanchouche à la 71e minute, les hommes de Salim Sebaâ ont fait preuve d'une grande maturité tactique pour gérer leur avance jusqu'au coup de sifflet final, sans jamais réellement trembler. Ce succès précieux permet au CRB de totaliser désormais 41 points, tout en restant à seulement six longueurs de la deuxième place, avec encore quatre matches en retard à disputer.

**Sebaâ: «Il fallait se relever mentalement»**



En conférence de presse d'après-match, l'entraîneur du CRB, Salim Sebaâ, n'a pas caché sa satisfaction, tout en mettant l'accent sur le travail psychologique effectué après la finale perdue : « Ce n'était pas facile de se relancer après l'échec en finale de la Coupe d'Algérie. Nous avons beaucoup travaillé sur la récupération et surtout sur l'aspect mental. Les joueurs ont tout donné pour gagner ce match, et il ne faut pas oublier que nous avons joué près de 25 minutes à dix. Je remercie mes joueurs pour les efforts fournis et pour leur rendement sur le terrain. Nous étions tous sous une énorme pression ». Le technicien belouizdadi a également tenu à dénoncer certains comportements extra-sportifs, tout en adressant ses remerciements aux dirigeants du club : « Je défends toujours mes joueurs. Insulter les mères des joueurs est quelque chose de désolant, personne n'accepterait cela. Je remercie l'ancien président Bahloul pour la confiance qu'il m'a accordée, ainsi que le nouveau patron du club, Araâr, qui est venu nous encourager à la veille du match. » Enfin, Sebaâ a affiché clairement l'objectif du Chabab pour la suite de la saison : « Il nous reste à jouer cette deuxième place qualificative pour une compétition africaine. Il faudra se donner à fond et nous ferons tout pour l'atteindre. »

H.M.



## Allemagne

# Hjulmand encense MAZA

Après quelques semaines seulement de la Coupe du monde 2026, Ibrahim Maza enchaîne les prestations de haut niveau avec le Bayer Leverkusen. Sa performance face au RB Leipzig samedi dernier (victoire 4-1) a une nouvelle fois mis tout le monde d'accord, à commencer par son entraîneur Kasper Hjulmand, particulièrement élogieux après la rencontre. Le technicien danois n'a pas tari d'éloges à l'égard de son joueur, dont l'influence dans le jeu ne cesse de grandir. « Ibo (Maza) a un potentiel incroyable. Il a encore montré aujourd'hui qu'il est un

joueur complet. Il fait de très bonnes passes et il est fort avec ses pieds. Il peut vraiment tout faire », a-t-il déclaré, soulignant la palette technique et physique du jeune Algérien. Mais au-delà de ses qualités sur le terrain, c'est aussi l'attitude du joueur qui séduit son coach. « J'ai déjà beaucoup parlé de Maza. C'est un joueur de très, très haut niveau. C'est aussi une très belle personne, qui apprend très vite. Il dit "merci" et travaille extrêmement dur chaque jour. Il apprend très rapidement. C'est tout simplement un grand joueur avec un avenir brillant devant lui », a ajouté Hjulmand, visiblement conquis. Lors de cette rencontre, Maza a joué un rôle déterminant, notamment dans la construction des buts inscrits par Patrik Schick, auteur d'un triplé. Très actif entre les lignes, précis dans ses transmissions et juste dans ses choix, l'international algérien a confirmé sa montée en puissance dans cette fin de saison cruciale. Avec désormais 12 contributions décisives toutes compétitions confondues (5 buts, 7 passes), Ibrahim Maza s'impose comme une pièce maîtresse de Leverkusen. De bon augure pour les Verts, qui comptent sur lui pour briller lors du prochain Mondial.

## Arabie Saoudite

# YASSINE BENZIA passeur et buteur

Yassine Benzia poursuit sur sa bonne saison avec Al Fayha avec une passe décisive et un but hier. Pour la réception d'une équipe d'Al Riyadh en lutte pour le maintien alors qu'elle a déjà assuré sa présence en RSL la saison prochaine, l'équipe du milieu de terrain Algérien a fait le travail à domicile. Yassine Benzia offre le premier but à Mokher Al Rashidi sur un corner bien botté que ce dernier a réussi à mettre au fond d'une tête bien croisée (21e). Ensuite Fashion Sakala ajoutera le second dans la foulée (23e). En seconde période les visiteurs réduisent la marque à la 66e minute mais Yassine Benzia redonnera de l'air aux siens en faisant le break en mar-

quant du pied gauche sur un centre venu de la droite (69e). Al Fayha s'imposera finalement 4-2 et reste à une relativement confortable 8e place au classement. Avec 5 buts et 4 passes, Yassine Benzia réalise plutôt une bonne saison mais les places pour aller en Coupe du Monde sont chères !



## Pays Bas

## L'Ajax voudrait rapatrier Arne Slot

**A** lors que l'équipe d'Ajax s'efforce de sauver sa saison actuelle, le directeur technique Jordi Crujeff travaille en coulisses pour trouver un successeur à l'entraîneur par intérim Oscar Garcia. Michel, actuellement à Gérone, reste le favori, mais selon De Telegraaf, le club aurait également envisagé de recruter Slot. Crujeff considère Slot comme l'un des deux seuls entraîneurs néerlandais capables de diriger le club, aux côtés de Peter Bosz, qui a récemment prolongé son contrat au PSV Eindhoven.

Selon le journaliste Mike Verweij, qui s'exprimait dans le podcast « Kick-off », le retour aux Pays-Bas de cet entraîneur de 47 ans ne suscite guère d'enthousiasme, ni chez le technicien lui-même, ni auprès de ses employeurs actuels. « On m'a confirmé une nouvelle fois qu'ils s'étaient également renseignés sur Arne Slot. Slot est toujours solidement installé à son poste ; il poursuit tout simplement son travail à Liverpool. J'ai également compris qu'Arne Slot n'était pas très enthousiaste à l'idée de rejoindre l'Ajax à ce stade de sa carrière. »

## Une expérience confirmée en Eredivisie

L'intérêt suscité par cet entraîneur de 47 ans s'appuie sur un palmarès solide dans l'élite néerlandaise, notamment durant une période de trois ans qui a marqué un tournant décisif à Rotterdam. Au Feyenoord, il a remporté l'Eredivisie 2022-2023, puis la Coupe des Pays-Bas l'année suivante, avant de conduire le club jusqu'en finale de la première édition de la Ligue Europa Conférence. Malgré un exercice plus mitigé sur la côte de Merseyside cette saison, Slot est sous contrat à Anfield jusqu'en juin 2027 et ne semble pas disposé à renoncer à son projet à long terme en Premier League.

L'Ajax doit désormais se tourner vers d'autres cibles alors qu'il se prépare à un été marqué par d'importants changements structurels sous la houlette de Crujeff. La direction du club reste sous pression pour nommer un entraîneur capable de rétablir sa domination traditionnelle et de lui redonner une place de choix sur la scène européenne. De son côté, Slot aborde une période décisive à Liverpool, où il doit gérer un calendrier chargé afin d'assurer aux Reds une fin de saison solide et de garantir leur qualification pour la Ligue des champions la saison prochaine.

## LIGUE 1

## L'OM bientôt interdit de Coupe d'Europe?

**S**elon L'Equipe, l'OM peine à respecter l'accord qu'il a signé en 2022 avec l'UEFA au sujet du fair-play financier. Une situation périlleuse pour le club phocéen, qui pourrait écoper d'une lourde sanction dans les semaines à venir. Jusqu'à une exclusion de sa prochaine Coupe d'Europe.

Après avoir été balayé par le FC Nantes samedi à La Beaujoire (3-0), l'OM va devoir lutter afin d'arracher une place qualificative pour l'Europe lors des deux dernières journées de Ligue 1. En comptant sur un faux pas de ses concurrents directs ou une vic-

toire du RC Lens face à l'OGC Nice en finale de la Coupe de France (le 22 mai). Mais même en cas de scénario favorable, le club phocéen n'est pas certain de pouvoir disputer une compétition continentale la saison prochaine.

Selon L'Equipe, l'OM se trouve aujourd'hui dans une situation périlleuse. Le club marseillais, détenu par l'Américain Frank McCourt, a du mal à respecter un accord signé 2022 avec l'UEFA au sujet du fair-play financier. Dans ce deal, passé à l'époque pour éviter d'importantes sanctions, l'OM s'était engagé auprès de l'instance diri-

geante du football européen à revenir à l'équilibre lors des trois saisons suivantes, avec un déficit n'excédant pas 60 millions d'euros sur la période.

## La décision de l'UEFA attendue vers la fin du mois

Mais durant les trois saisons écoulées, Marseille a cumulé des pertes nettes de près de 157 millions d'euros, dont 105 millions d'euros lors de l'exercice 2024-2025. Même si ces sommes ont été un peu revues à la baisse en déduisant quelques investissements, la situation financière du club pho-

céen s'est dégradée depuis l'accord passé en 2022. Dans quelles proportions? Il faudra attendre le traitement définitif du dossier par le comité de contrôle financier des clubs prévu vers la fin du mois pour le savoir avec précision.

Si l'écart constaté dans ses comptes est jugé mesuré, l'OM, qui mettra peut-être en avant la baisse impactante de ses revenus liés aux droits TV sur le marché français, pourrait écoper d'une amende et de sanctions sportives, comme la limitation du nombre de joueurs inscrits sur les listes européennes.

## PREMIER LEAGUE

## GUARDIOLA devrait prolonger à Manchester City



*Pep Guardiola ne semble pas prêt à quitter la Premier League. Malgré les rumeurs persistantes ces derniers mois sur un départ imminent de l'entraîneur catalane, tous les indicateurs laissent désormais penser qu'il va prolonger son contrat avec Manchester City.*

**A** quelques semaines de ses dix ans sur le banc citizen, une période marquée par un succès sans précédent, l'entraîneur catalan a laissé entendre qu'il resterait aux commandes pour la saison 2026/27. Selon The Guardian, City aurait déjà identifié Enzo Maresca comme l'un des principaux candidats pour lui succéder. Guardiola s'est exprimé avec enthousiasme sur son travail à l'Etihad Stadium et a salué la stabilité du club. « Je n'aurais pas tenu dix ans ici, même avec tous ces trophées, si je n'avais pas travaillé avec ces gens », a-t-il admis. Le technicien catalan a ajouté : « C'est formidable quand Ilkay Gündogan revient et dit : "Tout est si bien organisé à City. C'est pour ça que nous jouons de manière constante en Ligue des champions depuis douze, treize, quatorze ans. Nous nous battons toujours pour les trophées, car nous sommes constants dans nos tactiques, nos systèmes, nos joueurs et nos managers." Déjà sacré vainqueur de la Carabao Cup plus tôt dans la saison, Manchester City dispute toujours le titre de champion à Arsenal. Plus tard ce mois-ci, les Citizens prépareront la finale de la FA Cup face à Chelsea. Guardiola

reconnait que la quête du triplé l'angoisse moins que la saison passée, lorsque City avait dû lutter pour décrocher son billet pour la Ligue des champions. « Je ressens la pression dans les heures qui précèdent le match, mais entre les rencontres, je suis plus serein. La saison dernière, je passais 24 heures sur 24 à me demander ce qu'il adviendrait du club si nous ne nous qualifions pas pour la Ligue des champions », a déclaré Guardiola.

## « Cela ne dépend plus de nous »

Pep Guardiola avait la tête basse. Ce revers douloureux dans la course au titre de la Premier League anglaise a également provoqué une grande déception chez l'entraîneur vedette de Manchester City. « Nous ne sommes plus maîtres de notre destin », a reconnu le technicien catalan sur Sky Sports. « Auparavant, c'était le cas ; aujourd'hui, non. Il nous reste encore plusieurs matchs à disputer. Nous verrons bien ce qui se passera. » Les Skyblues ont concédé le match nul 3-3 (1-0) lundi soir sur la pelouse d'Everton ; menés 1-3, les joueurs de City ont finalement arraché un point. L'écart avec le leader, le FC Arsenal, s'est toutefois creusé : les Gunners comptent désormais cinq points d'avance à trois journées de la fin. Si City dispose encore d'un match en retard, il ne peut plus mathématiquement ravir la première place aux Londoniens emmenés par l'attaquant international Kai Havertz.

H.H

## FC BARCELONE

## LE BARÇA lorgne Gordon

**S**elon les dernières rumeurs, le FC Barcelone s'intéresserait de près à Anthony Gordon, l'ailier de Newcastle United. Le FC Bayern Munich suit également le joueur anglais, qui figure en tête de sa short-list pour renforcer son attaque sur le flanc cet été. Selon la station de radio RAC1, Gordon aurait tapé dans l'œil des dirigeants catalans grâce à ses performances, notamment en Ligue des champions. La priorité du directeur sportif du Barça, Deco, serait de recruter cet été un ailier polyvalent capable de soulager Raphinha et de permettre au Brésilien de souffler. Raphinha est actuellement la seule option crédible sur le côté

gauche de l'attaque de Hansi Flick. Victime de deux blessures à la cuisse, il a manqué plusieurs rencontres et ne compte que 31 apparitions toutes compétitions confondues sous le maillot blaugrana cette saison.

Le principal obstacle pour le Barça dans le dossier Anthony Gordon réside dans le montant réclamé par Newcastle : les Magpies réclameraient environ 85 millions d'euros pour le joueur de 25 ans. Selon les informations disponibles, la même exigence financière a été transmise au FC Bayern Munich, également intéressé par l'international anglais.

Le champion d'Allemagne en titre cherche un ailier capable de pallier l'absence de Luis Díaz

sur le côté gauche de l'attaque. Toutefois, comme le Barça, le Bayern ne semble pas disposé à déboursier la somme exigée par les Magpies. Les Munichois envisageraient donc de conclure d'abord un accord personnel avec l'international anglais afin de faire ensuite baisser le montant du transfert.

Sous la pression du fair-play financier, Newcastle pourrait devoir céder l'un de ses cadres cet été, afin de compenser les lourds investissements des dernières années. Le club pourrait tirer le meilleur prix de Gordon, même si l'hypothèse d'un départ rapide de Nick Woltemade, désormais en perte de crédit auprès d'Eddie Howe, est également évoquée.

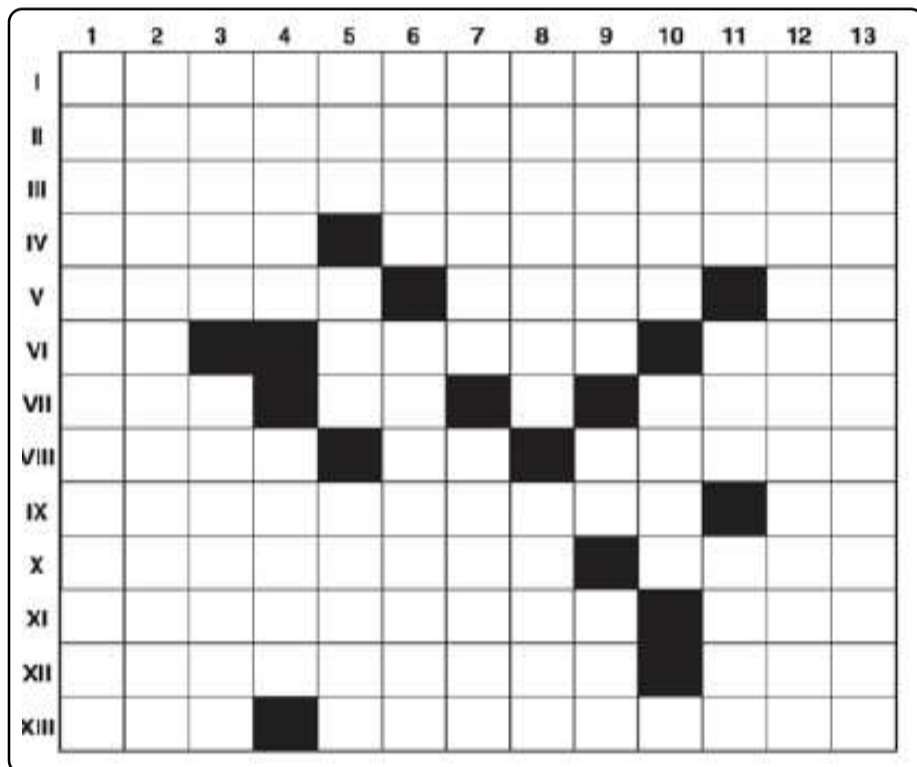
# LES MOTS CROISÉS

## HORIZONTALEMENT

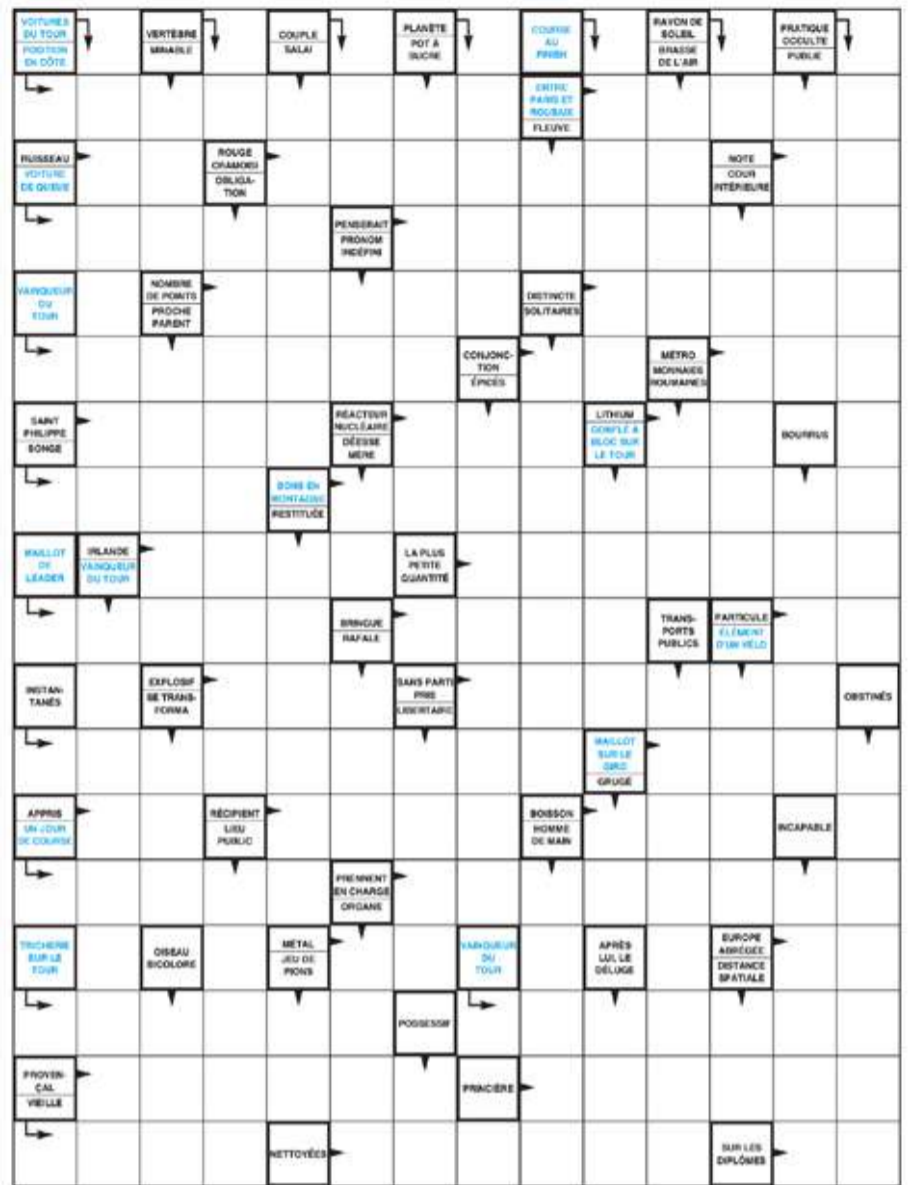
I. A donc rendu les armes. II. Passe donc de "visage pâle" à "peau rouge". III. A forcément sa place dans la famille des "Beaux harnais". IV. Cet ingénieur fut entre autres le fondateur de BMW. Sur Marne dans le Val-de-Marne. V. Il recouvre de vastes surfaces en Europe, en Chine et aux Etats-Unis. Au cœur d'un lieu saint. Symbole d'une unité de mesure physique. VI. Préfixe. Élément architectural. Grecque dans un sens comme dans l'autre. VII. Symbole d'une unité de mesure du système international. Un quartier de Roanne. Rien qu'à entendre ce mot et ça jette "un froid". VIII. Mena mais dans le sens inverse. En novembre et décembre mais pas en octobre. Nom donné par les Tahitiens aux étrangers. IX. Auriez donc une attitude qui dénote un comportement de mépris. Un quartier de la Villette. X. Qui concerne l'art du médecin. Respecté l'ordre du jour. XI. Toutes petites écailles. Certains prétendent qu'il repose sur rien et que ce n'est qu'une illusion. XII. Général spartiate qui dirigea avec Thémistocle la flotte grecque à la bataille de Salamine. Suffixe que l'on ajoute à un adjectif numéral. XIII. Grâce à "l'Origine des sentiments moraux" ce philosophe allemand fut promu docteur en philosophie. Boissons emblématiques des Pieds-Noirs.

## VERTICALEMENT

1. Disjoindre, dissocier en parlant de deux pièces de fonctionnement d'un mécanisme. 2. Est donc atteint dusyndrome de "Clérambault". 3. Désigne entre autres un groupe de louveteaux dans les mouvements scouts. Dans certaines circonstances, sa tête est soutenue par un bras. 4. Sa bataille se termina par la victoire de Septime Sévère contre son rival Pescennius Niger en 194. Commune de France qui se situe dans l'aire géographique et dans la zone de production de l'AOP Valençay. 5. Prénom d'une actrice qui se fit connaître à 18 ans grâce à un film où elle joue le rôle de Lucy Hamon. Une des cinquante Néréides. Mit une auréole autour de la tête des saints. 6. Il fut fondé en 1983 par Rémy Rachou. Fromage du Bugey. 7. Tangué quand il est grand. Touchai au but. 8. Ville et cours d'eau en Bavière. Si vous y mettez bon ordre, ça vous donnera forcément des idées. 9. Cariset. En fin d'étape et en tête du peloton. Il oeuvrera à la création de l'École Normale Supérieure de Sèvres. 10. Petite toile de tente à un seul mât. Une chanson de Félix Leclerc dans le répertoire de Céline Dion. 11. Les habitants de cette ville sont les Sagiens. Peintre, sculpteur, poète et écrivain. Niais mais pas devant un tribunal. 12. Etude des problèmes stratégiques liés à la situation géopolitique de l'Europe. 13. On les a à l'oeil.



# LES MOTS FLÉCHÉS



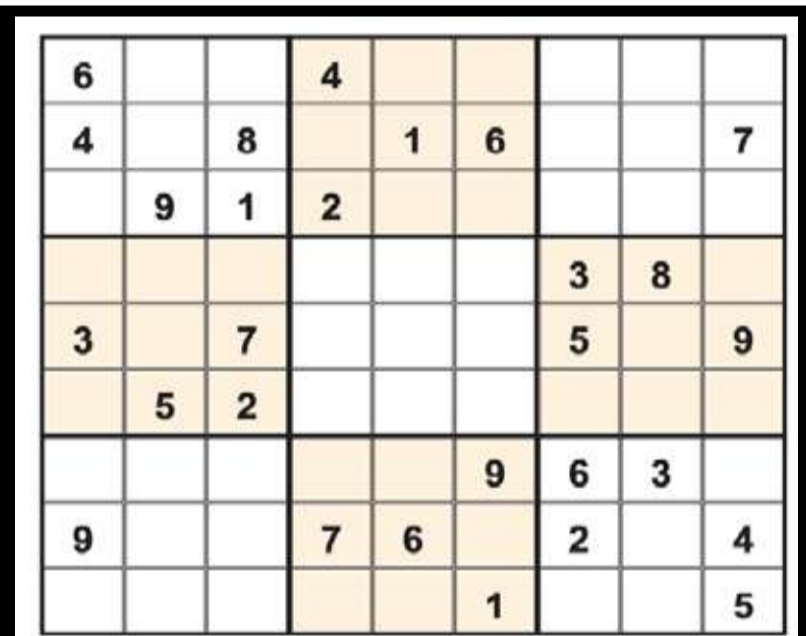
# MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : septembre

- ARBRE
- DURABLE
- OGM
- BIO
- ECOLO
- PETROLE
- CARBONE
- ENERGIE
- POLLUTION
- CLIMAT
- EOLIENNE
- RESPECT
- DECHETS
- ESPECES
- VERT
- DIVERSITE
- NATURE



# SUDOKO



# SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



# SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



UNE DÉLÉGATION POLONAISE EN VISITE À THEVESTE

# Tébessa valorise son patrimoine antique

À Tébessa, une délégation polonaise a découvert les principaux sites de l'ancienne Theveste, dans le cadre d'une opération de promotion du patrimoine menée avec l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés.



PAP NASSIM TERKI

**A** Tébessa, les pierres anciennes de la cité romaine de Theveste ont, le temps d'une journée, retrouvé un peu d'animation. Dimanche, une délégation touristique venue de Pologne a parcouru plusieurs sites archéologiques majeurs de la région, dans le cadre d'une visite organisée avec les acteurs locaux du tourisme et de la culture. Ils étaient 34 visiteurs au total. Encadrés par une agence de voyages et en coordination avec l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, ils ont suivi un itinéraire centré sur les principaux vestiges antiques de la ville. L'objectif affiché était simple : faire découvrir sur place ce que Tébessa conserve encore de son passé romain et byzantin. Le parcours a conduit la délégation à travers plusieurs sites emblématiques.

La Porte de Caracalla, d'abord, encore debout malgré les siècles. Puis les remparts byzantins, qui dessinent toujours l'ancienne organisation défensive de la cité. Le groupe a également visité le Temple de Minerve, avant de s'arrêter devant les vestiges de la basilique chrétienne. Sur place, les réactions ont été assez directes. Beaucoup découvrent un ensemble archéologique dense, regroupé dans un périmètre relativement réduit, ce qui donne à la ville un caractère particulier. Certains visiteurs ont parlé d'un site qui pourrait être mieux mis en valeur et davantage intégré dans les circuits touristiques internationaux. Cette visite s'inscrit dans un contexte plus large de relance progressive du tourisme culturel dans la wilaya. Les autorités locales, avec l'appui de l'OGEBEC, multiplient les initiatives pour attirer des visiteurs étrangers et nationaux

vers ces sites souvent méconnus ou sous-exploités. Conférences, expositions et actions de sensibilisation accompagnent cette dynamique, notamment à l'occasion du Mois du patrimoine. Derrière ces actions, une idée revient souvent : celle de faire du patrimoine un levier économique, pas uniquement un objet de conservation. Mais sur le terrain, les acteurs locaux insistent aussi sur les conditions nécessaires pour y parvenir, notamment l'entretien régulier des sites, l'organisation des circuits et l'amélioration de l'accueil. Pour Tébessa, cette visite étrange joue ainsi un rôle de test. Elle montre qu'un intérêt existe, mais rappelle aussi que l'attractivité d'un site archéologique ne repose pas seulement sur sa richesse historique. Elle dépend aussi de la manière dont il est présenté, accompagné et intégré dans une politique touristique cohérente.

DES SITES HISTORIQUES REMIS EN VALEUR

## Mostaganem restaure son patrimoine

**L**ongtemps à l'arrêt, plusieurs projets de restauration du patrimoine reprennent dans la wilaya de Mostaganem. Cette relance part d'un constat clair. Des sites historiques importants, pourtant porteurs de mémoire, ont été négligés et montrent aujourd'hui des signes visibles de dégradation. Les autorités cherchent désormais à inverser cette tendance. Trois lieux retiennent particulièrement l'attention : le mur d'enceinte de Aïn Tedelès, la Casbah de Mostaganem et le mausolée de Sidi Lakhdar Benkhrouf. Chacun porte une histoire différente, mais tous posent la même question, celle de leur préservation. Au-delà des structures, c'est une mémoire locale qui est en jeu. À Aïn Tedelès, le mur d'enceinte reste un repère pour les habitants. Il renvoie à une époque et à une identité encore présentes dans les esprits. Dans la région du Dahra, le chantier du mausolée de Sidi Lakhdar Benkhrouf rappelle l'importance des figures historiques. Poète et homme de foi, il occupe une place particulière dans la mémoire collective. La démarche actuelle ne se limite plus à restaurer. L'objectif est aussi de redonner un rôle à ces sites. Les autorités évoquent leur intégration dans des circuits culturels et touristiques, avec l'idée d'en faire des espaces vivants et accessibles. Cette orientation s'accompagne d'une volonté de mieux répartir les projets à l'échelle du territoire. Le plateau de Mostaganem, Aïn Tedelès et le Dahra sont concernés, afin d'éviter une concentration des efforts sur une seule zone. Une question reste posée. Cette dynamique pourra-t-elle durer dans le temps ? Car le véritable défi commence souvent après les travaux. Il s'agit d'assurer l'entretien, le suivi et la fréquentation de ces lieux. C'est sur ce point que tout se jouera. Donner une seconde vie à ces sites implique de les inscrire dans le quotidien, pour qu'ils restent ouverts, fréquentés et réellement utiles à la population.

CHERCHEURS ET INSTITUTIONS APPELLENT À STRUCTURER LA NUMÉRISATION

## Le patrimoine algérien face au virage numérique

**D**ans une salle sobre de la Maison de la culture Moufdi-Zakaria, la question n'était pas tant de célébrer le passé que de savoir quoi en faire, à l'heure où le numérique redéfinit les modes de transmission. Dimanche, chercheurs, enseignants et acteurs culturels s'y sont retrouvés dans le cadre du Mois du patrimoine, organisé cette année autour du thème « Notre patrimoine... notre civilisation ». Derrière l'intitulé, un enjeu bien concret : comment éviter que la mémoire culturelle algérienne ne reste en marge des transformations technologiques en cours.

Dès les premières interventions, le ton est donné. Il ne s'agit plus simplement de conserver, mais de structurer une politique de numérisation capable de répondre aux standards actuels. Houria Benkaddour, professeure à l'université de Biskra, plaide pour la création d'un centre national dédié, équipé de technologies avancées. L'objectif est de protéger les contenus patrimoniaux et les rendre accessibles dans des formats adaptés aux usages contemporains.

La proposition ne s'arrête pas là. L'universi-

taire évoque aussi un levier souvent négligé : la recherche. Elle appelle à encourager les travaux scientifiques sur le patrimoine, notamment par la mise en place d'un prix national distinguant les meilleures productions numériques. Une manière, selon elle, de tirer vers le haut la qualité des contenus tout en installant une forme d'émulation entre chercheurs et créateurs.

Autre point soulevé, celui du cadre juridique. La question des manuscrits, souvent exposés à des usages informels, revient avec insistance. Pour y répondre, l'idée d'un dispositif réglementaire plus strict est avancée, afin d'encadrer leur exploitation. Dans la même logique, la proposition de créer une « ville scientifique » dédiée au patrimoine, inspirée des modèles de villes intelligentes, esquisse une vision plus large, celle d'un écosystème structuré autour de la connaissance et de la valorisation culturelle.

Dans une communication au titre explicite, « Mécanismes de sauvegarde du patrimoine algérien à l'ère du numérique : une approche académique intégrée », Zineb Bouhnik, de l'université d'Ouargla, replace le débat dans

une perspective plus globale. Elle insiste sur le fait que la numérisation ne se résume pas à une opération technique. Elle engage, selon elle, une manière de construire et de transmettre la mémoire collective, en s'appuyant sur des méthodes scientifiques rigoureuses. Les technologies de scanning, souvent évoquées comme solution, ne sont qu'un outil parmi d'autres.

Cette idée d'un changement d'échelle est reprise par Bisma Hamrouni, qui met en avant le rôle croissant de l'intelligence artificielle. Loin d'un discours abstrait, elle évoque des usages concrets, analyse de données patrimoniales, documentation automatisée, ou encore aide à l'interprétation des contenus. Des outils qui, selon elle, deviennent indispensables pour comprendre, classer et transmettre un patrimoine de plus en plus complexe.

Sur le terrain institutionnel, le constat est tout aussi clair. Oum El-Kheir Benzahi, à la tête de l'antenne d'Ouargla de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels, parle d'une évolution qui ne laisse plus de place à l'hésitation. L'inventaire et la

numérisation des collections muséales ne relèvent plus d'un choix stratégique, mais d'une obligation imposée par les transformations en cours, y compris sur le plan économique.

La rencontre n'est pas restée cantonnée aux discours. Des étudiants de l'université Kasdi Merbah ont présenté plusieurs projets basés sur l'intelligence artificielle, appliquée à la protection du patrimoine. Une manière de rappeler que la transition numérique ne dépend pas uniquement des institutions, mais aussi de nouvelles générations formées à ces outils.

Au fil des interventions, une ligne se dessine. La numérisation du patrimoine en Algérie avance, mais elle reste fragmentée. Entre initiatives académiques, propositions institutionnelles et projets étudiants, le chantier apparaît ouvert, encore en quête de cohérence. Derrière les discours, une question persiste : comment passer d'actions ponctuelles à une véritable stratégie nationale capable d'inscrire durablement le patrimoine dans l'ère numérique.

Rédaction Culturelle

# Trait d'esprit

“À notre époque moderne, on reconnaît les gens faibles lorsqu'ils écrivent tout ce qu'ils sont sur leur carte de visite.”

Fernand Raynaud

## Développement du champ de Hassi Bir Rekaiz dans le bassin de Berkine Un contrat de plus d'un milliard de dollars a été signé



Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a présidé au siège de la direction générale de Sonatrach la cérémonie de signature d'un contrat portant sur le lancement de la deuxième phase du développement du champ pétrolier de Hassi Bir Rekaiz, ainsi que d'un mémorandum d'entente entre Sonatrach et la partie égyptienne relatif à la commercialisation du pétrole brut et des produits pétroliers. Ce contrat, d'une valeur estimée à plus d'un milliard de dollars, a été conclu avec un consortium composé de la société égyptienne Petrojet et de la société italienne Arkad, dans le cadre d'un projet de type ingénierie, approvisionnement et construction (EPC). Il prévoit la réalisation d'une nouvelle unité de traitement du pétrole brut d'une capacité de 31 500 barils par jour, ainsi que des installations pour le traitement du gaz associé et des eaux produites, avec un délai d'exécution estimé à 39 mois. Ce projet s'inscrit dans le prolongement de la première phase lancée en 2019, qui vise une production initiale de 13 000 barils par jour. Par ailleurs, la signature d'un mémorandum d'entente entre Sonatrach et l'Autorité égyptienne du pétrole ouvre la voie à de futurs contrats de vente de pétrole et de produits pétroliers, renforçant ainsi la coopération énergétique entre les deux pays et élargissant les échanges commerciaux dans le secteur. Ce partenariat illustre la volonté commune des deux parties de consolider la coopération dans le domaine de l'énergie et de développer des projets stratégiques à l'échelle régionale et internationale.

## Ismail Saâdi, star d'avril en Ligue 1

L'attaquant de la JS Saoura, Ismail Saâdi, a été désigné meilleur joueur du mois d'avril de la Ligue 1 Mobilis de football, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP), hier sur son site officiel. Le joueur de 29 ans s'est distingué lors du mois écoulé en inscrivant 3 buts et délivrant 3 passes décisives, contribuant à la deuxième place de dauphin qu'occupe la Saoura avec 47 points. Saâdi succède au défenseur central du MC Alger, Abdelkader Menzela, meilleur joueur du mois de mars.

## Le prix Pulitzer accordé au Palestinien Saher Al-Ghurra



Le photographe palestinien Saher Al-Ghurra a obtenu le prix Pulitzer 2026 (catégorie photographie d'actualité urgente) pour son travail documentant les conséquences humaines et matérielles de la guerre israélienne à Gaza depuis octobre 2023. Ses clichés, pris malgré le blocus interdisant l'accès aux journalistes internationaux, montrent la souffrance des civils :

bombardements, familles dans les décombres, enfants blessés ou malnutris, et scènes de deuil à l'hôpital Al-Shifa.

## L'ONU sonne l'alarme : un amputé sur cinq à Gaza est un enfant

L'ONU tire la sonnette d'alarme sur la situation sanitaire catastrophique à Gaza : un amputé sur cinq est un enfant, et 6 600 personnes ont besoin de prothèses ou de rééducation, alors que seuls 8 techniciens sont disponibles sur place. Les maladies de peau et infections se propagent, faute de matériel médical et de spécialistes, bloqués par les restrictions israéliennes. Selon l'ONU, répondre à la demande pourrait prendre plus de cinq ans. Depuis octobre 2023, l'offensive a fait 72 000 morts et 172 000 blessés, aggravant une crise humanitaire déjà critique sous blocus depuis 2007.

## BDL : 760 000 paiements électroniques pour 8 milliards DA en 4 mois

La Banque de développement local (BDL) a enregistré 759 003 opérations via TPE (pour plus de 8 milliards DA) et 237 000 paiements en ligne (plus de 3 milliards DA) entre janvier et avril 2026, grâce à 14 804 TPE déployés et 191 nouveaux



e-commerçants. La BDL a aussi lancé une plateforme boursière intégrée à son appli Digit BDL, renforçant transparence et accès aux marchés financiers. Son introduction en Bourse vise à booster l'investissement et la digitalisation.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

# L'EXPRESS

LE FMI LE SOULIGNE DANS SES DERNIÈRES PROJECTIONS

## Son PIB s'élève à plus de 317 milliards de dollars, l'Algérie, première économie du Maghreb

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit pour l'Algérie un produit intérieur brut (PIB) de plus de 317 milliards USD au cours de 2026, plaçant ainsi l'économie nationale en tête dans la région maghrébine.

Selon les dernières données publiées par le FMI sur son site officiel, le PIB de l'Algérie devrait s'établir à 317,17 milliards USD en 2026, contre 285,72 milliards USD en 2025, avec une croissance estimée à 3,8%. Le PIB algérien occuperait ainsi la première place au niveau maghrébin et la quatrième à l'échelle africaine. Selon le critère de la parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB prévu pour l'Algérie en 2026 est estimé à 941,54 milliards USD. Le critère de la PPA constitue un outil d'analyse reposant sur la comparaison des niveaux de prix entre les pays. Il prend en compte les différences de coût de la vie et des prix des biens et services, permettant ainsi une évaluation plus précise de la taille des économies et de leur capacité réelle de production et de consommation, indépendamment des fluctuations



des taux de change. Ainsi, contrairement au PIB nominal, qui repose sur le taux de change officiel, le calcul du PIB selon la

parité de pouvoir d'achat s'effectue après ajustement des montants en fonction du niveau de vie réel. ■

## Resto Central Aboudaou-Béjaïa : un exemple à suivre

PAR IDIR MEHDAOUI

Suite aux orientations du directeur général et aux directives strictes de la tutelle, l'arrivée récente de Brahim Moncef, nouveau directeur des œuvres universitaires (DOU) de Béjaïa, a marqué un tournant en portant une vision modernisée de la gestion et du service public. Grâce à la numérisation, plusieurs objectifs ont été atteints depuis le lancement de 54 plates-formes numériques, ainsi que d'une plate-forme baptisée Incubateur numérique. La gestion des services universitaires s'appuie désormais sur les principes de bonne gouvernance, et afin d'assurer un service de qualité, les réservations de repas sont accessibles directement depuis le compte étudiant via l'application numérique « webEtU ». Cependant, au restaurant du campus Aboudaou, la situation est différente : le service repose sur le professionnalisme du personnel et sur de bonnes relations avec les étudiants, qui se déclarent satisfaits. Pas moins de quarante agents polyvalents et de sécurité assurent la distribution des repas et l'accueil de milliers d'étudiants, du person-

nel du campus ainsi que des chauffeurs de bus desservant les résidences. Chaque jour, en moyenne, 1 000 repas et 600 baguettes de pain y sont distribués, explique Mourad Tahir, responsable du resto, soit une baisse de 33,33 % depuis la mise en place de plates-formes numériques et d'applications permettant aux étudiants de réserver leurs repas. et « Je veille personnellement au bon fonctionnement de cet établissement. Chaque jour, je donne des consignes pour garantir la satisfaction et gagner la sympathie de tous, par-

ticulièrement des étudiants. Ajoute notre interlocuteur. Pour information, le campus Aboudaou peut accueillir plus de 28 000 étudiants répartis sur plusieurs facultés : Lettres et Langues, Sciences humaines et sociales, Sciences économiques, Gestion et Commerciale, Droit et Science politique, ainsi que Médecine. Ce n'est pas pour leur jeter des fleurs : les responsables et employés sont serviables, le constat est réel, la nourriture est excellente. Il ne nous reste plus qu'à leur souhaiter une bonne continuation. ■

## Bilan routier : 18 morts et 1442 blessés en une semaine

Dix-huit (18) personnes sont décédées et 1442 autres ont été blessées dans 1174 accidents de la route survenus durant la période du 26 avril au 2 mai, dans plusieurs wilayas, indique, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa avec 4 morts et 38 blessés, suite à 20 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 535 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (46 incendies), Oran (33) et Biskra (25). S'agissant des cas d'intoxication au monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont effectué 9 interventions pour la prise en charge de 16 personnes incommodées par ce gaz, note le communiqué, déplorant, toutefois, le décès de 2 personnes à Alger.